

L'année 2003, points de repère

Les conséquences de la canicule

Les conditions météorologiques exceptionnelles de l'été ont eu des répercussions à plusieurs niveaux. Sur la population tout d'abord, puisque l'on a enregistré une **surmortalité importante** dans notre département, l'un des plus touchés de France en raison de sa forte proportion de personnes âgées (p. 3). **L'agriculture a été doublement affectée**, par le gel puis la sécheresse (p. 47). **La saison touristique s'est révélée médiocre, mais surtout contrastée** (p. 41 à 46).

Les entreprises nouvelles plus nombreuses, mais peut-être aussi plus fragiles

On a souvent remarqué par le passé une relation entre un resserrement des possibilités d'emploi et **un sursaut de la création d'entreprises**. Cela est encore vérifié en 2003. **Le Romorantinais s'est cependant trouvé écarté de la tendance générale**, avec moins de créations qu'en 2002. Dans le même temps, **le nombre des radiations s'est très fortement accru**, pour tous les territoires et les secteurs d'activité. On note également une **augmentation du nombre des procédures judiciaires ouvertes** par les tribunaux de commerce, se traduisant de surcroît par une proportion importante de mises en liquidation immédiate (p. 26 à 30). Le montant global des **chiffres d'affaires** n'a guère dépassé celui de 2002 et **l'investissement accuse un repli** supérieur à 6 %. La construction de locaux destinés aux activités s'inscrit d'ailleurs en recul de 5 %. Les **exportations départementales** se sont repliées d'un quart par rapport à 2002 et la **balance commerciale est déficitaire** pour la première fois depuis de nombreuses années (p. 34 à 36).

La demande de logements est demeurée très ferme, en particulier pour les maisons individuelles dont les mises en chantier ont été aussi nombreuses que l'année précédente. En revanche, les ménages ont acheté moins d'automobiles (p. 21 à 23).

Plus de 2 000 emplois supprimés

Globalement, l'économie départementale aurait perdu environ 2 300 emplois en 2003, qui s'ajoutent aux 230 disparus en 2002. Le secteur tertiaire n'a en effet pas apporté sa contribution habituelle, alors que **l'industrie a de nouveau supprimé près de 8 % de ses postes** ; en deux ans, son poids est passé de 34,6 % à 30,5 % de l'emploi salarié total (p. 38). **Ces réductions d'effectif ont affecté plus qu'auparavant le « noyau dur » des salariés.** Le nombre des personnes pointant au chômage suite à un **licenciement économique** a en effet **augmenté de 15 %** (p. 40). Simultanément, la **recherche de personnel s'est fortement contractée** : les offres déposées à l'ANPE et les déclarations d'embauche effectuées auprès de l'URSSAF sont **en repli de 10 %** toutes les deux (p. 36 - 37).

La précarité se propage à nouveau

Bien qu'un peu **plus modéré qu'en 2002, l'accroissement du chômage s'est poursuivi sur un rythme élevé, près de 10 %.** C'est dans le bassin de Blois que la situation s'est le plus fortement dégradée. **Le taux de chômage y a d'ailleurs augmenté d'un point, tandis que le taux départemental prenait + 0,8 point à 8,7 %** (p. 50 à 52).

Un marché de l'emploi déprimé ne peut qu'engendrer une nouvelle **poussée du nombre des personnes en situation de précarité.** Ainsi, les **bénéficiaires du RMI** ont vu leurs effectifs augmenter de **plus de 4 %** sur l'année (p. 15 - 16).

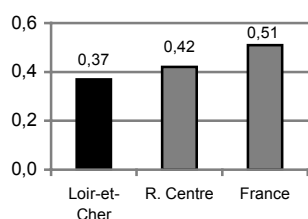
Sommaire

L'année 2003, points de repère	1	L'activité économique	26
La population	3	La vie des entreprises et des établissements .	26
Eléments démographiques	3	1 - Un redressement spectaculaire de la création d'entreprise.....	26
1 - Plus de 5 000 habitants supplémentaires en 5 ans	3	... accompagné par une multiplication des disparitions.....	26
2 - Une surmortalité due à la canicule	3	2 - Les défaillances d'entreprises plus nombreuses .	28
3 - Trois salariés de 2001 sur 10 auront atteint 60 ans en 2015	4	3 - Entreprises implantées ou disparues en 2003.....	28
La santé.....	6	Le niveau d'activité des entreprises	30
1 - Hausse de la consommation de soins libéraux	6	1 - Très faible hausse des chiffres d'affaires.....	30
2 - La consommation médicamenteuse augmente	7	2 - Repli des investissements	31
3 - Un déficit important de médecins spécialistes	7	3 - Nouveau recul de la construction de locaux d'activités	32
L'enseignement.....	8	Les aides économiques et financières	33
1 - Le nombre d'élèves du premier degré est stable....	8	Le commerce extérieur.....	34
2 - Diminution des effectifs des collèges	8	1 - Contraction des échanges extérieurs du Centre ..	34
3 - Le nombre d'apprentis recule de nouveau	10	2 - Les exportations du Loir-et-Cher en repli	34
4 - Légère baisse du nombre d'étudiants à Blois.....	11	3 - Léger tassement des importations	35
Aspects sociaux.....	13	4 - La balance des échanges commerciaux en déficit	35
Les revenus	13	Répercussions des activités sur l'emploi	36
1 - Le revenu des ménages loir-et-chériens se rapproche de la moyenne régionale.....	13	1 - La demande de personnel s'est encore réduite ...	36
2 - Une progression du salaire moyen toujours plus faible en Loir-et-Cher	14	2 - Plus de 2 000 emplois perdus en Loir-et-Cher....	38
Aggravation de la précarité.....	15	3 - Un moindre recours au chômage partiel	40
1 - Accroissement de 4 % du nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion.....	14	4 - Plus de licenciements économiques	40
2 - Les minima sociaux en hausse	16	5 - Faible progression de la masse salariale.....	41
3 - Les prestations sociales	18	6 - Perspectives 2004 : amélioration progressive	41
4 - La Couverture Maladie Universelle s'étend	19	Le tourisme	41
Le surendettement augmente fortement	20	1 - Baisse de la clientèle étrangère dans les hôtels ..	42
L'aide à domicile aux personnes âgées	20	2 - Très bonne saison dans les campings	43
1 - Forte augmentation du nombre d'heures d'aides à domicile.....	20	3 - Bonne saison dans les gîtes ruraux	45
2 - Services de soins infirmiers à domicile.....	21	4 - Année noire pour les monuments et les animations ...	45
Le marché du logement toujours très actif, celui de l'automobile en baisse	21	L'agriculture.....	46
1 - Nouveau recul du marché de l'automobile	21	1 - Raréfaction des installations dans l'agriculture	46
2 - La demande de logements individuels est toujours forte	22	2 - Des accidents climatiques marquants.....	47
3 - Le recours au prêt à taux zéro repart à la hausse...23		3 - Quasi stabilité du nombre de salariés agricoles.....	48
La délinquance perd du terrain	24	Le chômage	50
		1 - Le chômage poursuit sa progression	50
		2 - Les hommes sont devenus largement majoritaires parmi les chômeurs.....	52
		3 - Le chômage des cadres s'accroît encore	54
		4 - Hausse modérée des nouvelles inscriptions à l'ANPE	55
		5 - Perspectives 2004	55
		Conclusion	56

La population

Eléments démographiques

Comparaison des taux estimés de croissance annuelle entre 1999 et 2004 (en %)*

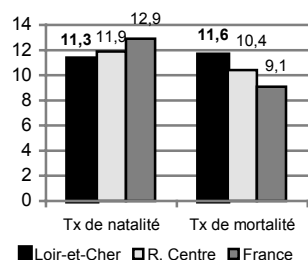


* France : données provisoires
D'après source : INSEE – projections OMPHALE

Le Loir-et-Cher au 7^e rang des départements les plus touchés par la canicule

3 623 naissances
3 725 décès

Comparaison des taux de natalité et de mortalité pour 1 000 habitants*



* données provisoires
D'après source : INSEE

1 - Plus de 5 000 habitants supplémentaires en 5 ans

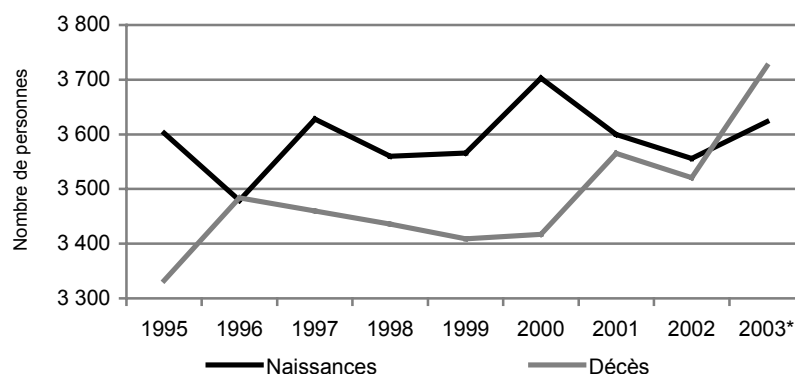
Selon les dernières projections de population de l'INSEE¹, le Loir-et-Cher compterait 320 900 habitants au 01/01/2004, soit une croissance moyenne annuelle de 0,37 % depuis le dernier recensement. L'INSEE indique un taux régional un peu supérieur (+ 0,42 %) pour cette même période.

2 - Une surmortalité due à la canicule

C'est entre le 8 et le 16 août que se situe le **pic de surmortalité** dans le département ; **452 décès sont enregistrés au cours du mois, soit près de 200 de plus que les années antérieures**. Les personnes âgées, proportionnellement plus nombreuses en Loir-et-Cher qu'en moyenne nationale, ont été les principales victimes des fortes chaleurs (selon la DDASS, la moyenne d'âge des personnes décédées au cours du mois s'élevait à 86 ans). Néanmoins une surmortalité importante a également concerné des classes plus jeunes (de 45 à 75 ans).

Selon les résultats de l'INSEE, encore provisoires, on aurait enregistré 3 725 décès en Loir-et-Cher sur l'ensemble de l'année (soit 5,8 % de plus qu'en 2002)². La surmortalité a généré un **solde naturel négatif de 102 personnes** alors qu'il reste largement positif aux niveaux régional et national.

Evolution du nombre de naissances et décès depuis 1995 en Loir-et-Cher

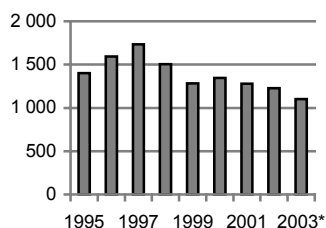


D'après source : INSEE *2003 données provisoires, 2002 décès provisoires

Côté **naissances**, la tendance s'est inversée favorablement après deux années de recul. **La hausse sensible (+ 1,9 % en un an) place le Loir-et-Cher au second rang de la région en terme d'augmentation**,

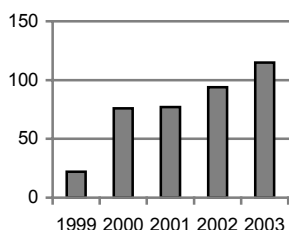
1. Projections établies sur la base de la reconduction des tendances en matière de natalité, de mortalité et de mouvements migratoires entre 1982 et 1999.
2. Les décès sont domiciliés au lieu de résidence.

Evolution du nombre de mariages en Loir-et-Cher



D'après source : INSEE
* données provisoires

Evolution du nombre de PACS conclus



D'après sources : Tribunaux d'Instance

derrière l'Eure-et-Loir, alors qu'on note une stabilité pour l'ensemble du Centre et de la France.

Le dynamisme démographique se révèle toutefois peu soutenu avec un taux de natalité estimé de 11,3 ‰ (l'un des plus faibles de la région) et un taux de mortalité fort (11,6 ‰, soit 2,5 points de plus qu'en moyenne nationale).

Le nombre de **mariages** accuse cette année encore un **très net repli** : seulement **1 103 unions ont été célébrées**, soit 10,2 % de moins que l'année précédente. Ce recul reste plus marqué que dans l'ensemble du pays où le taux de nuptialité est supérieur d'un point à ceux du Loir-et-Cher et de la région (respectivement 4,6 contre 3,4 et 3,6 ‰).

Depuis l'instauration du PACS (Pacte Civil de Solidarité) en 1999, on observe une croissance régulière du recours à ce type de contrat. En 2003, **115 PACS** ont été conclus en Loir-et-Cher.

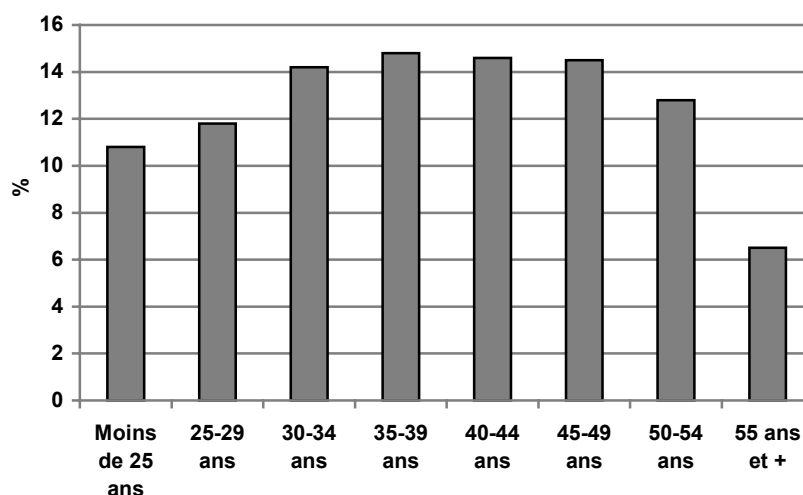
3 - Trois salariés de 2001 sur 10 auront atteint 60 ans en 2015

Pour approfondir la question du renouvellement de la main-d'œuvre déjà évoquée³, l'Observatoire a commencé de réaliser une étude sur l'impact des départs à la retraite d'ici 2015. Elle est fondée sur l'analyse des DADS (déclarations annuelles de données sociales⁴) au 31 décembre 2001. Quelques éléments de cadrage sont présentés ici.

Les données portent sur plus de 87 000 salariés du secteur privé et semi-public ayant disposé d'un poste permanent en 2001, à temps complet ou non.

On remarque que **l'arrêt de la vie active se fait relativement tôt** puisque 6,5 % seulement des salariés ont 55 ans ou plus. La période d'activité la plus intense se situe entre 30 et 50 ans.

Répartition par tranche d'âge des salariés en Loir-et-Cher en 2001



D'après source : INSEE – DADS 2001

3. Cf « 2002, faible activité et perte d'emplois », bilan économique et social du Loir-et-Cher, les études de l'Observatoire n° 27.

4. La DADS est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés, y compris les entreprises nationales, les collectivités territoriales et les établissements publics de santé. Sont exclus de l'exploitation les salariés agricoles et les agents de l'Etat, les services domestiques et les activités extraterritoriales. L'extraction a été effectuée le 31 décembre 2001. Seuls les postes occupés à cette date par des salariés permanents sont pris en compte.

Près de 32 000 salariés du Loir-et-Cher auront atteint l'âge de 60 ans en 2015

Nombre et part des salariés de 2001 qui auront atteint 60 ans d'ici 2015 par secteur d'activité

Secteur d'activité	Salariés qui auront atteint 60 ans d'ici fin 2015	
	Nombre	% du total 2001
Ind. agroalimentaires	861	27,6
Biens de consommation	1 315	31,5
Industrie automobile	1 957	27,7
Biens d'équipement	1 447	32,7
Biens intermédiaires	2 436	32,8
Energie	567	38,5
Construction	2 115	30,5
Commerce	2 755	24,1
Transports	949	30,4
Activités financières	805	39,4
Activités immobilières	332	44,7
Services aux entreprises	2 309	27,4
Services aux particuliers	894	18,5
Education, santé, action sociale	4 470	34,8
Administration	3 584	39,3
Total	26 796	30,7

D'après source : INSEE – DADS 2001

Nombre et part des salariés de 2001 qui auront atteint 60 ans en 2015 par CSP

Secteur d'activité	Salariés qui auront atteint 60 ans d'ici fin 2015	
	Nombre	% du total 2001
Chefs d'entreprises	692	60,4
Cadres et professions intellect. supérieures	2 503	40,8
Prof. intermédiaires	5 543	32,2
Employés	8 018	30,1
Ouvriers	9 839	29,5

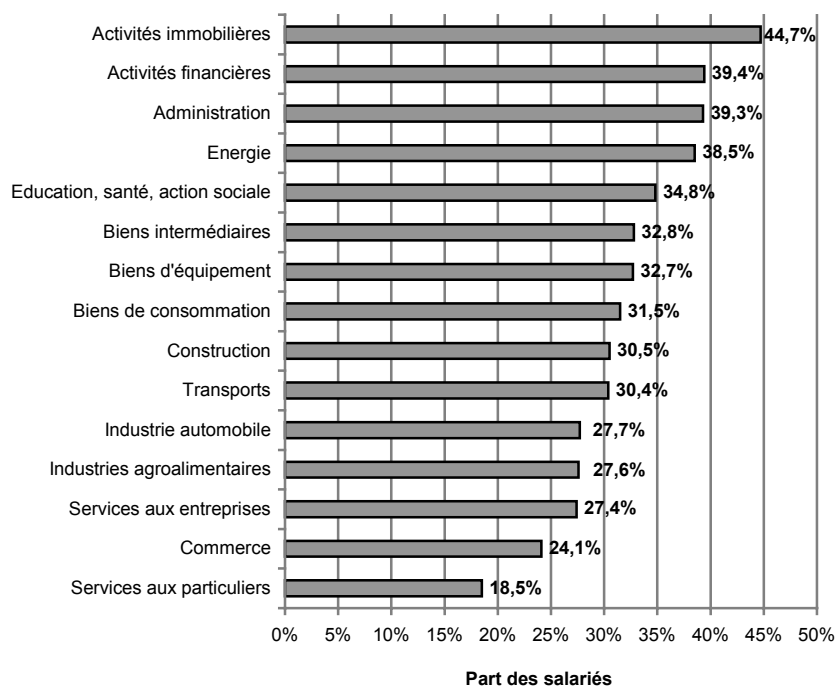
D'après source : INSEE – DADS 2001

Selon les projections, moins de 1 000 actifs devraient ainsi atteindre leurs 60 ans chaque année entre 2001 et 2005. Ce nombre croîtrait ensuite très rapidement pour se fixer autour de 2 500 par an à partir de 2010. **D'ici 2015, le département aurait ainsi à pallier les départs en retraite de 26 800 salariés**, soit 30,7 % des effectifs de 2001. On peut ajouter que l'INSEE estime à 4 900 le nombre des salariés du secteur public dans le même cas.

Si la composante territoriale n'a que très peu d'influence sur le taux de départs potentiels, des écarts significatifs existent entre les grandes branches d'activités.

Les activités immobilières devraient ainsi avoir à remplacer près de 45 % de leurs salariés d'ici 2015. Pour les activités financières et l'administration, on approche de 40 %. **Sur les cinq secteurs les plus affectés, quatre appartiennent au tertiaire**. Mais c'est également le cas pour les trois activités les moins exposées, en particulier les services aux particuliers où le taux de départs potentiels est inférieur à 19 %.

Part des salariés de 2001 qui auront atteint 60 ans en 2015 par secteur d'activité

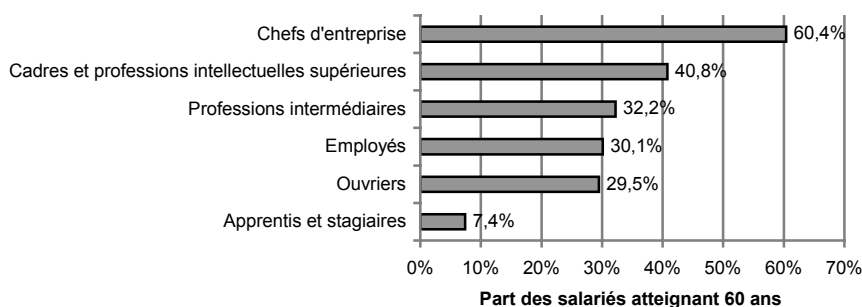


D'après source : INSEE – DADS 2001

Les activités industrielles apparaissent groupées autour de 32 %, à l'exception des industries agroalimentaires et de l'automobile, dont le taux est inférieur à 28 %. Précisons pour la seconde qu'elle compte encore à la date d'extraction des DADS la majeure partie des salariés de Matra Auto. La construction se situe près de la moyenne générale.

L'analyse par catégorie socioprofessionnelle fait également ressortir des différences très importantes. La part des chefs d'entreprise et cadres salariés qui auront eu 60 ans d'ici 2015 est nettement plus élevée que la moyenne générale, ce qui n'est pas surprenant. Leur vie professionnelle s'arrête moins souvent à cet âge, surtout pour les premiers. Les trois autres principales catégories se tiennent dans un intervalle assez étroit autour de 30 %. Les volumes de postes potentiellement libérés sont évidemment très disparates : 700 chefs d'entreprise, 9 800 ouvriers.

Part des salariés de 2001 qui auront atteint 60 ans en 2015 par catégorie socioprofessionnelle



D'après source : INSEE – DADS 2001

Quel sera le devenir des postes ainsi libérés, notamment pour les ouvriers et les employés ? Les entreprises vont-elles procéder à des réorganisations, à des investissements en matériel générant de nouveaux gains de productivité, limitant ainsi les besoins quantitatifs en main-d'œuvre ? Quelles seront les nouvelles compétences nécessaires ? Combien de fonctionnaires ne seront-ils pas remplacés ? Les interrogations sont nombreuses et il est encore difficile d'appréhender quel pourra être l'impact réel de l'évolution démographique sur le marché du travail.

La santé

1 - Hausse de la consommation de soins libéraux

La consommation d'actes médicaux apparaît en augmentation importante en 2003, tant en médecine générale qu'auprès de spécialistes. L'interprétation de ces chiffres nécessite néanmoins une certaine prudence. Ainsi, l'évolution constatée dans le domaine dentaire ne correspond pas à une augmentation des actes mais à une saisie différente des actes⁵.

Nombre d'actes (hors majorations et déplacements)

	Nombre d'actes			Nb moyen d'actes par consommant
	2002	2003	Evol. 03/02 (%)	
Médecine généraliste	1 088 306	1 166 388	+ 7,2	5,7
Dentistes	245 039	337 704	ns	4,6
Ophtalmologues	89 326	93 514	+ 4,7	1,7
Médecine spécialiste	744 229	825 295	+ 10,9	5,8
Ensemble	2 166 900	2 422 901	+ 11,8	-

Sources : CPAM du Loir-et-Cher - SIAM (date de remboursement - Régime Général hors mutuelles décompteuses)
ns : non significative

Bien que les champs d'observation ne soient pas exactement comparables, on peut signaler que les données DREES – INSEE font état d'une progression plus modérée de la consommation de soins que les résultats départementaux. Au total, les soins ambulatoires enregistrent une hausse de 1,5 % pour les médecins (omnipraticiens et spécialistes confondus) et de 6,4 % pour les dentistes.

5. En 2002 très peu de dentistes étaient informatisés et c'est la CPAM qui encodait les feuilles de soins dentaires. Pour des raisons de productivité, certains actes étaient regroupés lors de la saisie. En 2003, plus de 50 % des dentistes du Loir-et-Cher sont passés en SESAM/VITALE ; ils assurent directement la saisie de chaque acte avant télétransmission à la CPAM.

2 - La consommation médicamenteuse augmente

Nombre de boîtes de médicaments vendues⁶ par habitant en 2003

	Nombre
Antidépresseurs	0,80
Anxiolytiques	0,92
Antibiotiques	1,45
Total des médicaments	29,80

D'après sources : CPAM de Loir-et-Cher – SIAM

Nombre de boîtes de médicaments vendues⁶

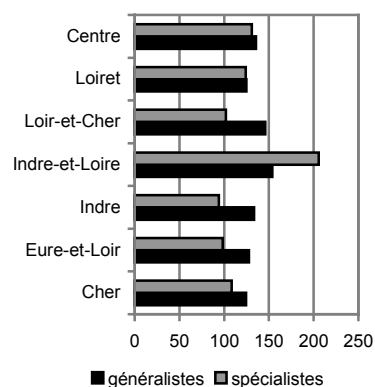
	2002	2003	Evolution 03/02 (%)
Antidépresseurs	233 433	251 762	+ 7,9
Anxiolytiques	286 901	290 465	+ 1,2
Antibiotiques	462 544	455 675	- 1,5
Total des médicaments	9 069 654	9 385 585	+ 3,5

Sources : CPAM du Loir-et-Cher - SIAM (date de remboursement - Régime Général hors mutuelles décomptées)

Toujours selon des données de la DREES et de l'INSEE, la consommation médicamenteuse des Français s'est accrue de 7 % en volume en 2003. Les données départementales transmises par la CPAM indiquent une évolution moindre (+ 3,5 % en un an).

3 - Un déficit important de médecins spécialistes

Densité de médecins pour 100 000 habitants au 1/01/2003



D'après source : DRESS – ADELI – INSEE (estimations de population)

Effectifs et densité des professionnels de la santé

	Effectifs	Densité pour 100 000 habitants		
		Loir-et-Cher	Région Centre	France métropolitaine
Médecins généralistes*	468	146	136	165
Médecins spécialistes*	327	102	131	173
Chirurgiens dentistes**	153	48	49	68
Pharmaciens**	315	98	107	109
Infirmiers**	1 744	544	520	730

* données au 1^{er} janvier 2003 corrigées, ** données au 1^{er} janvier 2004

Source : DRESS, répertoire ADELI

Les professionnels de la santé sont proportionnellement moins nombreux en Loir-et-Cher, et d'une manière générale en région Centre, qu'en moyenne nationale. Les écarts sont particulièrement importants pour les médecins spécialistes et les infirmiers.

On peut souligner localement une **carence en spécialistes** (102 pour 100 000 habitants contre 131 pour la région et 173 pour la France) ; le Loir-et-Cher se situe parmi les départements les moins bien positionnés de la région Centre. A l'inverse, **la densité de médecins généralistes** (dont le nombre a progressé de 1 % en 2003) **est de 10 points supérieure à la moyenne régionale**. Le Loir-et-Cher figure au second rang derrière l'Indre-et-Loire.

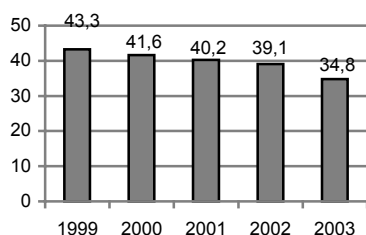
6. Pour les pharmacies codées et les médicaments identifiables

L'enseignement

Maternelle : 12 500 élèves
- 0,5 % entre 2002 et 2003

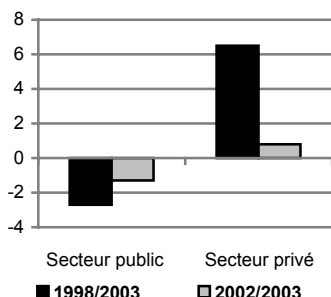
Elémentaire : 19 080 élèves
+ 0,4 % entre 2002 et 2003

Taux de scolarisation des enfants de 2 ans dans le public et privé (en %)



D'après source : Inspection Académique

Evolution des effectifs des collèges selon le secteur (en %)



D'après source : Inspection Académique

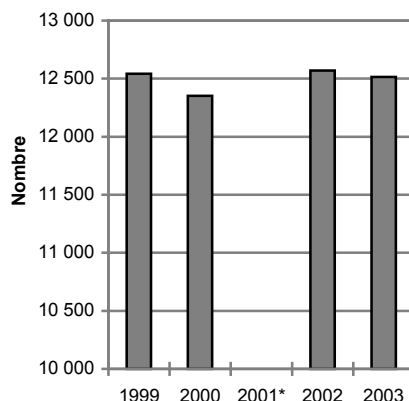
1 - Le nombre d'élèves du premier degré est stable

Au total, au cours de l'année scolaire 2003/2004, le Loir-et-Cher compte 31 600 élèves scolarisés dans l'enseignement du premier degré, public et privé confondus, hors enseignement spécialisé (environ 200 élèves).

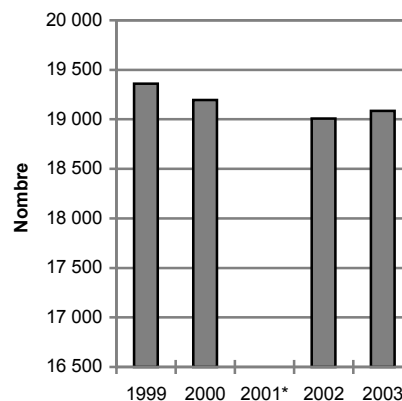
Les effectifs sont globalement stables par rapport à l'année précédente, mais on enregistre une légère baisse en classes élémentaires, compensée par une petite hausse en maternelle. Le taux de scolarisation des enfants de 2 ans continue de chuter, il s'élève à 34,8 % en 2003 contre 39 % en 2002.

Evolution des effectifs du premier degré en Loir-et-Cher⁷

MATERNELLE



ELEMENTAIRE



D'après source : Inspection Académique

*données non disponibles

2 - Diminution des effectifs des collèges

Avec un effectif de 15 170 élèves (hors Segpa), les collèges du département enregistrent une **baisse de 1 %** par rapport à la rentrée 2002/2003. Ce recul s'explique par la diminution sensible des entrées en 6^e (- 146) et dans une moindre mesure en classe de 5^e (- 59). Les effectifs des collèges devraient donc continuer à décroître dans les prochaines années.

Le glissement du public vers le privé observé depuis quelques années s'accroît. Depuis 1998, le premier a perdu près de 350 élèves, tandis que le second en a gagné plus de 150. Le poids du secteur public a ainsi perdu 6 points depuis 1998 ; il est de 84 % en 2003, comme en 2002.

7. Hors effectifs des classes spécialisées.

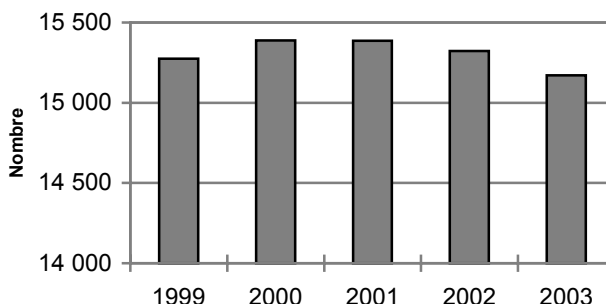
1^{er} cycle : 15 807 élèves
(dont 637 Segpa)

2^{ème} cycle : 9 373 élèves
enseignement général et technique : 6 324
+ 0,4 % entre 2002 et 2003
- 2,1 % entre 2000 et 2003

enseignement professionnel : 3 049
- 1,8 % entre 2002 et 2003
- 17,5 % entre 2000 et 2003

Après la hausse constatée en 2002, les collèges publics ont perdu 15 divisions (535) ; le privé en a gagné une. Le nombre d'élèves par division remonte globalement à 23,59 contre 23,32 précédemment.

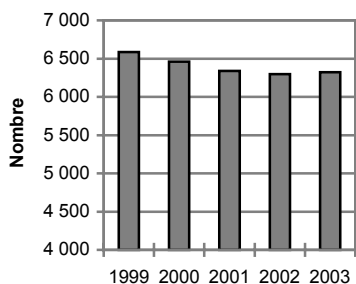
Evolution des effectifs du premier cycle en Loir-et-Cher (hors Segpa)



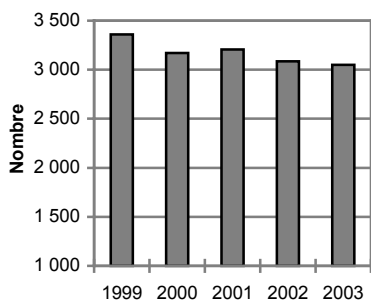
D'après source : Inspection Académique

Evolution des effectifs du second cycle en Loir-et-Cher

Lycées généraux et techniques

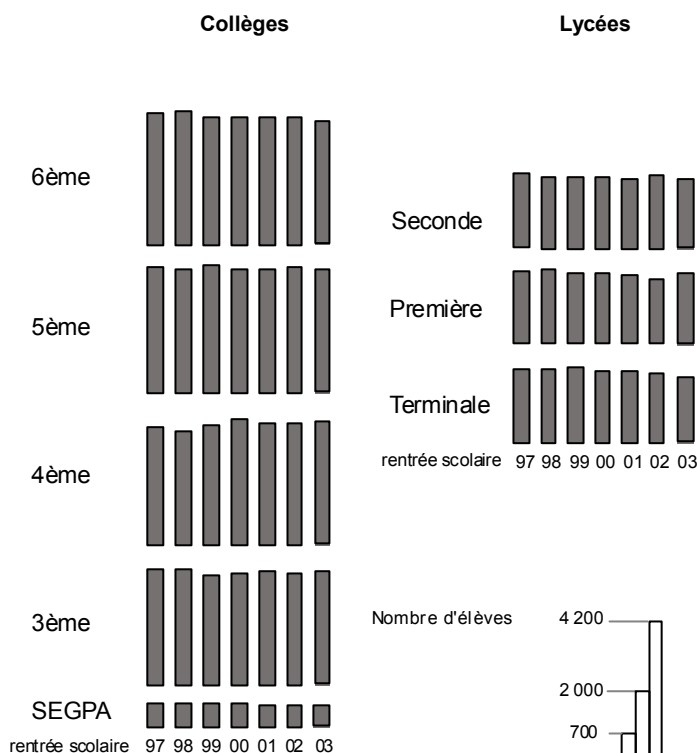


Lycées professionnels



D'après source : Inspection Académique

Evolution du nombre d'élèves du second degré par classe



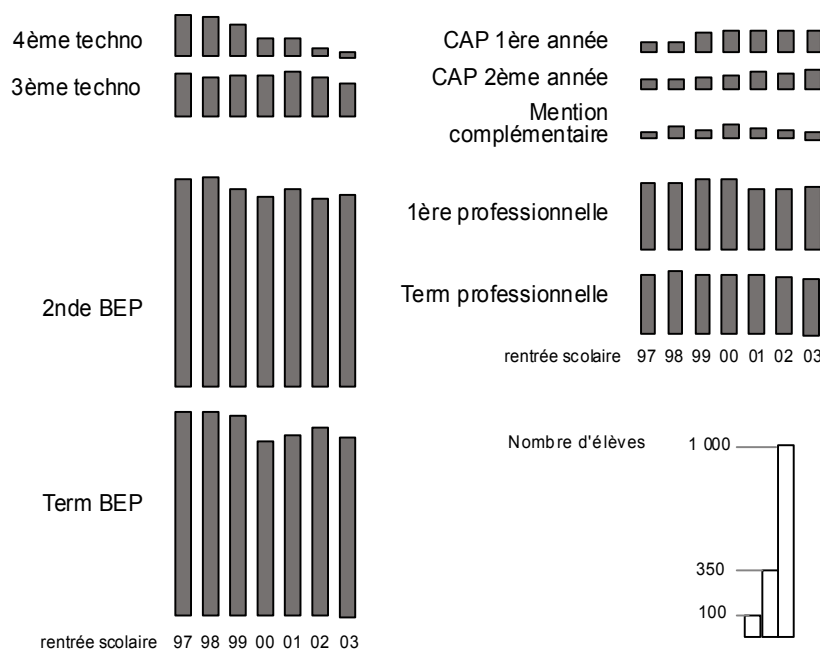
D'après source : Inspection Académique

NB : les dates figurant dans l'ensemble de ces graphiques sont celles de la rentrée scolaire concernée.

Après plusieurs années de baisse continue, **les effectifs des lycées d'enseignement général et technologique augmentent légèrement** (+ 0,4 % par rapport à l'année dernière, ce qui équivaut à une hausse de 28 lycéens). Par contre, **l'érosion des effectifs des lycées professionnels se poursuit** même si le rythme de baisse est moins marqué (-1,1 % contre 3,8 % l'année précédente).

Si les effectifs en CAP se maintiennent et même progressent pour les CAP 2ème année, **ceux des classes technologiques (4^{ème} et 3^{ème}) continuent de chuter** (perte de la moitié des élèves en 7 ans).

Evolution du nombre d'élèves des lycées professionnels par classe



D'après source : Inspection Académique

Taux de réussite au baccalauréat en 2003 (%)

	Loir-et-Cher	Région Centre	France
Baccalauréat général	81,3	82,3	83,7
Baccalauréat technologique	76,5	77,8	76,7
Baccalauréat professionnel	77,6	76,4	75,9

Source : Rectorat de l'Académie Orléans-Tours

3 - Le nombre d'apprentis recule de nouveau

Avec 1 330 inscrits, les **effectifs de l'apprentissage poursuivent leur diminution** amorcée en 2002. On compte une cinquantaine de contrats de moins que l'année dernière (87 en 2 ans). L'ensemble des spécialités est en recul, mais cette baisse se ressent plus particulièrement dans le secteur des métaux (- 8,2 %) et les autres domaines (- 7,2 %). Le bâtiment marque un léger retrait par rapport à l'année précédente (- 10 contrats) mais demeure la filière qui attire le plus. Elle rassemble plus de quatre contrats sur dix.

Une cinquantaine d'apprentis de moins en 2003

Evolution du nombre de contrats d'apprentissage en cours

Année	2000	2001	2002	2003
Alimentation	266	228	218	212
Bâtiment	586	606	582	572
Métaux	251	274	257	236
Services	122	141	165	162
Autres	179	174	166	154
TOTAL	1 404	1 423	1 388	1 336

Source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

Taux de réussite des apprentis aux examens en 2003

	Nombre de candidats		Taux de réussite (%)	
	2002	2003	2002	2003
CFA Chambre de Métiers				
CAP et BEP	449	378	66,8	69,6
Bac Pro et BP	82	89	57,3	70,8
BTS	53	28	60,4	62,5
<i>sous-total</i>	<i>584</i>	<i>495</i>	<i>64,9</i>	<i>68,9</i>
CFA du bâtiment				
CAP et BEP	284	283	73,6	74,9
BP	43	29	81,4	65,5
<i>sous-total</i>	<i>327</i>	<i>312</i>	<i>74,6</i>	<i>74</i>
TOTAL	911	807	68,4	70,9

Sources : Chambre de Métiers et AFORPROBA

De meilleurs résultats
aux examens de la session 2003

3 627 étudiants en 2003 à Blois

Principales filières
(en nombre d'étudiants)

BTS tertiaire	806
IUT	612
EIVL	460
IUFM	443
IFSI	333

AES : Administration Economique et Sociale
EIVL : Ecole d'Ingénieur du Val de Loire
IFSI : Institut de Formation en Soins Infirmiers
IUFM : Institut Universitaire de Formation des Maîtres
IUT : Institut Universitaire de Technologie
IUP : Institut Universitaire Professionnalisé
ISEME : Institut Supérieur Européen des Métiers de l'Entreprise

4 - Légère baisse du nombre d'étudiants à Blois

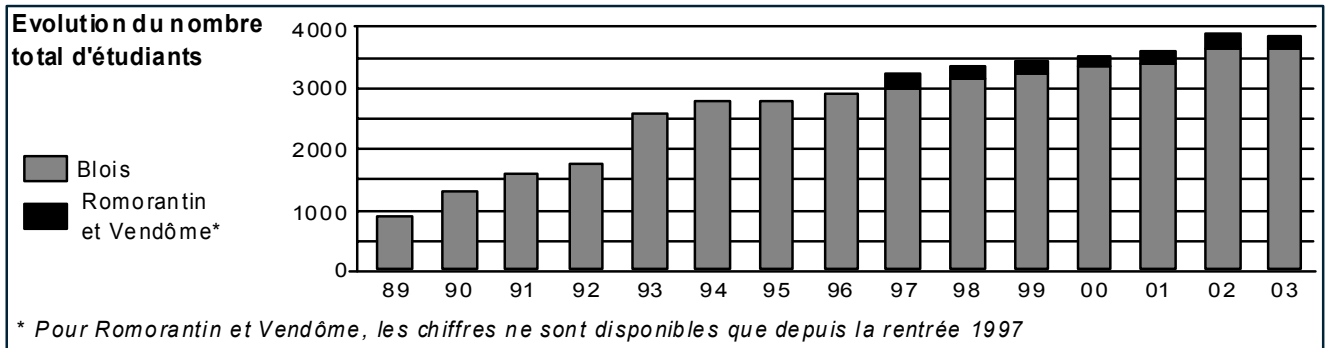
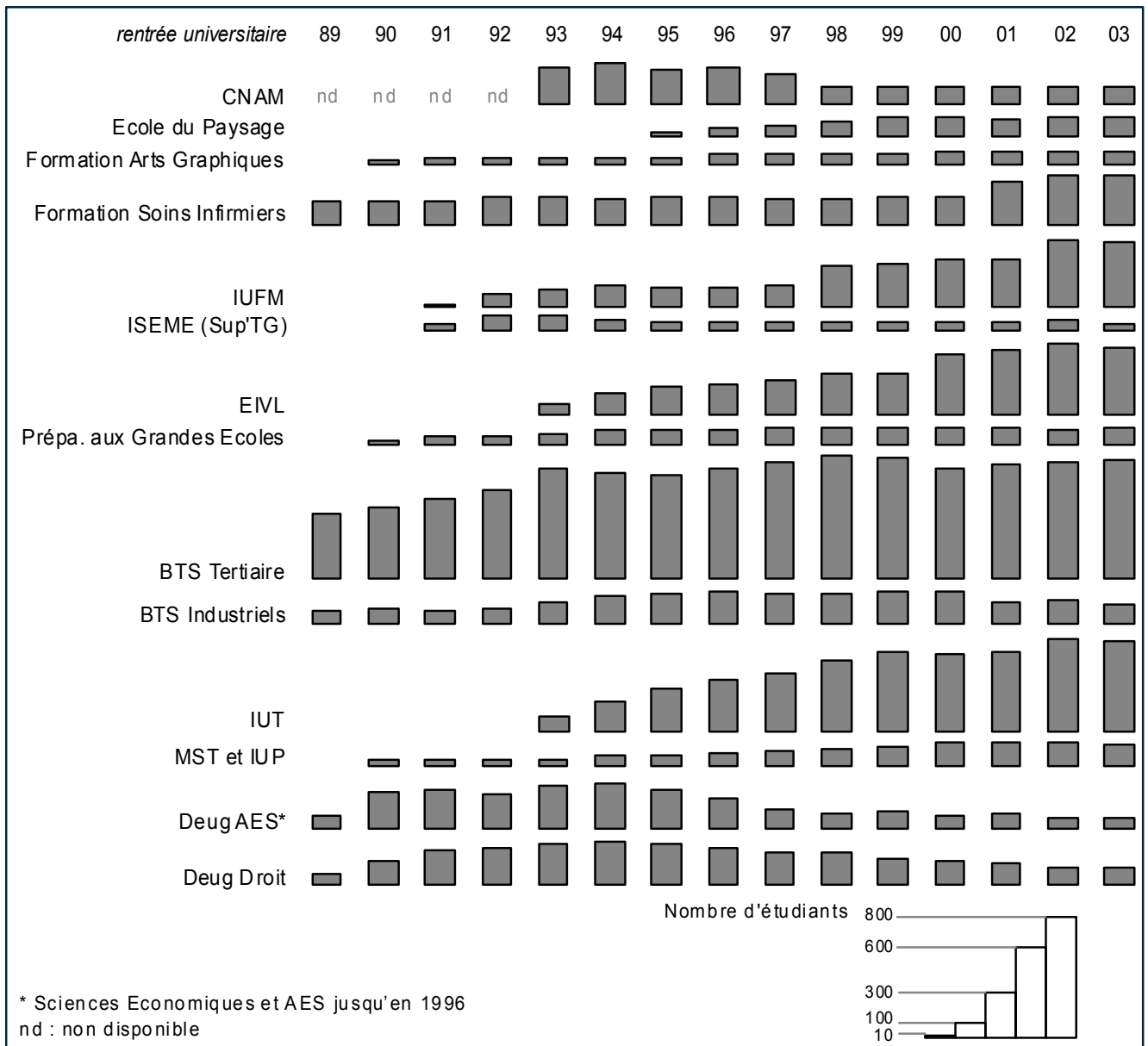
Après une forte augmentation constatée l'année dernière (+ 8 %), le **pôle universitaire de Blois enregistre à la rentrée 2003 un léger recul** des effectifs avec 3 627 étudiants, soit 33 de moins qu'à la rentrée précédente (- 0,9 %). Les plus fortes baisses concernent l'Ecole de commerce ISEME Campus de Blois (ex Sup'TG) qui perd plus d'un quart de ses élèves, les BTS Industriels (- 15 %) et l'IUP (- 9,4 %). Le nombre d'étudiants en DEUG de Droit continue de se réduire, mais on note un léger sursaut pour celui d'AES.

La nécessité d'endiguer la pénurie de personnels de santé se traduit cette année encore par un **renforcement sensible des effectifs de l'école de soins infirmiers** (+ 4 %). L'enseignement supérieur technique et scientifique (EIVL, IUT, Ecole Supérieur de la Nature et du Paysage) semble avoir atteint sa vitesse de croisière, en attendant l'intégration de l'école d'ingénieurs dans le réseau INSA. Les classes préparatoires font le plein, tandis que les **BTS tertiaires connaissent un regain d'intérêt** (+ 2,4 %).

Bien qu'un peu moins fréquenté qu'en 2002, l'IUFM comprend 443 élèves, soit une bonne centaine de plus qu'à la fin des années 90.

Les autres établissements du département (y compris agricoles) disposant de sections de BTS ont accueilli 203 élèves en 2003. Sur les sept dernières années, les effectifs ne varient que très peu.

Evolution du nombre d'étudiants



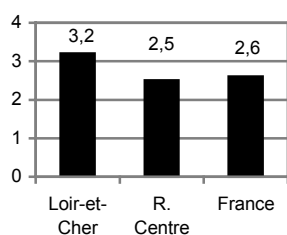
D'après sources : Centre de Promotion de l'Enseignement Supérieur de Blois – Inspection Académique

Aspects sociaux

Les revenus

1 - Le revenu des ménages loir-et-chériens se rapproche de la moyenne régionale

Evolution du revenu moyen entre 2000 et 2001 (en %)



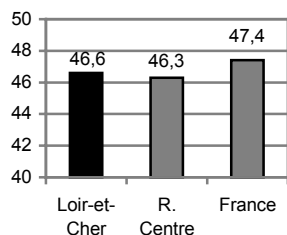
D'après source : Direction des Services Fiscaux

En hausse de 3,2 % sur l'année 2001⁸, le **revenu moyen déclaré des ménages progresse**, en euros courants, à un **rythme de plus en plus soutenu**. Il atteint 14 814 euros, se rapprochant du revenu moyen régional (14 974 euros).

Pour la première année depuis 1997, le nombre de foyers imposés est en léger repli : - 0,3 % (93 346). Parallèlement, celui des **foyers non imposés augmente un peu plus fortement** qu'en 2000 : + 1,6 % (81 546). La part de ces derniers ne s'accroît que faiblement (0,3 points en 2001). Les cantons du nord du département connaissent une proportion importante de foyers non soumis à l'impôt sur le revenu, ainsi que ceux de Saint-Aignan, Selles-sur-Cher, Romorantin-Lanthenay nord et Neung-sur-Beuvron.

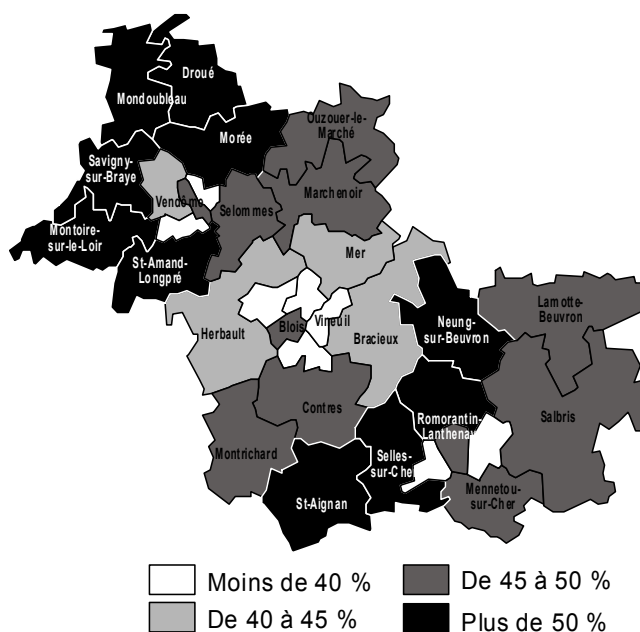
La part des foyers non imposés reste assez faible : 46,6 %

Part des foyers non imposés (en %)



D'après source : Direction des Services Fiscaux

Part des foyers non imposés par canton en 2001



D'après source : Direction des Services Fiscaux

8. Les données sur les revenus, provenant des déclarations annuelles de revenus, sont connues avec un décalage de 2 ans ; la déclaration se fait en année n + 1 et elle est ensuite vérifiée par les Services Fiscaux, qui peuvent notifier des redressements.

Part des foyers non imposés par canton en 2001

Canton	Part des foyers non imposés en %	Canton	Part des foyers non imposés en %
Commune de Blois	46,8	Neung-sur-Beuvron	53,4
Blois 1*	30,3	Ouzouer-le-Marché	49,0
Blois 2*	32,0	Commune de Romorantin	48,2
Blois 5*	31,9	Romorantin Nord *	51,7
Bracieux	40,5	Romorantin Sud *	38,3
Contres	45,5	Saint-Aignan	54,5
Droué	56,5	Saint-Amand-Longpré	52,2
Herbault	43,8	Salbris	47,5
Lamotte-Beuvron	48,5	Savigny-sur-Braye	51,1
Marchenoir	48,6	Selles-sur-Cher	52,0
Mennetou-sur-Cher	47,7	Selommes	48,1
Mer	44,4	Commune de Vendôme	47,8
Mondoubleau	53,9	Vendôme 1*	43,5
Montoire-sur-le-Loir	53,2	Vendôme 2*	36,7
Montrichard	49,7	Vineuil	36,8
Morée	50,5	Loir-et-Cher	46,6

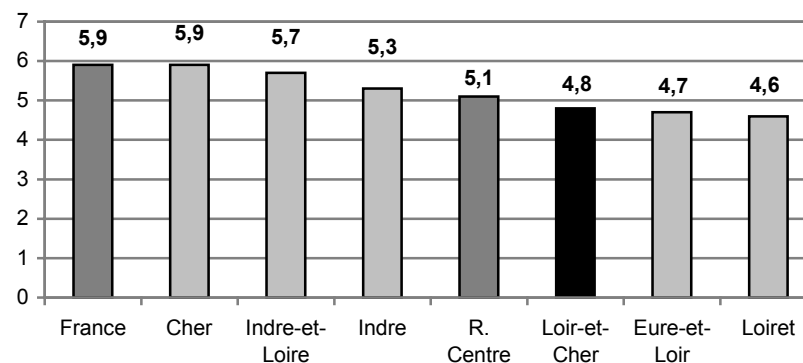
D'après source : Direction des Services Fiscaux

* hors ville centre

Ces données, issues des déclarations de revenus pour 2003, avant vérification et redressements éventuels des services fiscaux, sont provisoires

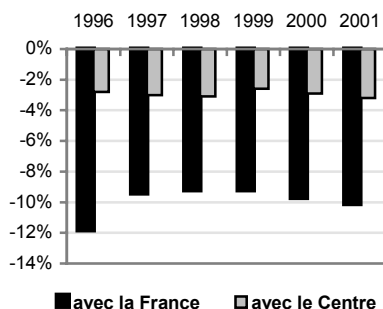
Les premières indications sur les revenus 2003 font apparaître une hausse encore plus accentuée. Mais le rythme est moins élevé qu'en moyenne régionale ou nationale. Le revenu moyen déclaré atteint en effet 15 178 € en Loir-et-Cher, soit + 4,8 % par rapport à 2002, contre + 5,1 % dans le Centre et + 5,9 % en France.

Evolution du revenu moyen en 2003 (en %)



D'après sources : Direction des Services Fiscaux - INSEE

Ecart entre le salaire moyen en Loir-et-Cher et celui du Centre et de la France



D'après source : INSEE - DADS 2001

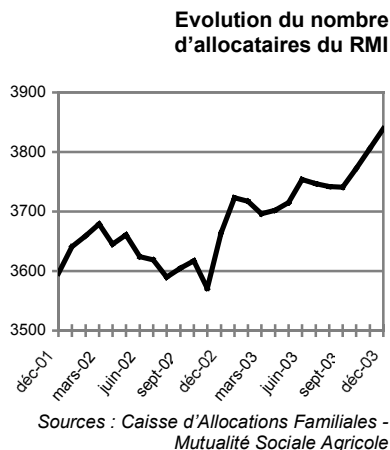
NB : il s'agit du salaire moyen du secteur privé et semi-public.

2 - Une progression du salaire moyen toujours plus faible en Loir-et-Cher

En 2001, le salaire moyen a atteint 16 986 euros en Loir-et-Cher, soit une hausse de 2,6 % sur l'année. Contrairement aux revenus dont il ne constitue que l'une des composantes, son différentiel avec les échelons territoriaux supérieurs s'est donc encore un peu accru, puisque l'on enregistre + 2,8 % en région Centre et + 3,1 % en France. Le salaire moyen du département est ainsi inférieur de 3,2 % à la moyenne régionale et de 10,1 % à celle de la France ; en deux ans, l'écart avec le pays a augmenté de près d'un point.

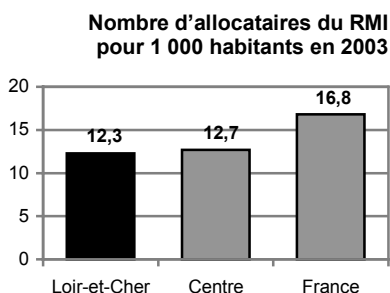
Aggravation de la précarité

1 - Accroissement de 4 % du nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion



L'atonie de la conjoncture et la forte montée du chômage ont entraîné **une hausse sensible du nombre d'allocataires⁹ du RMI (3 893)** sur l'ensemble de l'année 2003 (+ 4,1 %). Elle intervient après une augmentation modérée en 2002 (+ 1,9 %) et deux années de diminution (2000 et 2001). Cette croissance s'observe également sur les plans régional et national mais de manière plus soutenue (+ 5 %). On compte fin 2003 en Loir-et-Cher **12,3 allocataires pour 1 000 habitants** contre respectivement 12,7 et 16,8 en région Centre et en France métropolitaine. **Comparativement, la situation du département apparaît par conséquent moins défavorable, tant en terme de poids des bénéficiaires que d'évolution.**

Au total selon les données de la CAF et de la MSA, **8 050 personnes sont couvertes par le RMI**, soit en moyenne 2,1 personnes par ménage et près de **2,5 % de la population départementale**.



Nombre d'allocataires du RMI

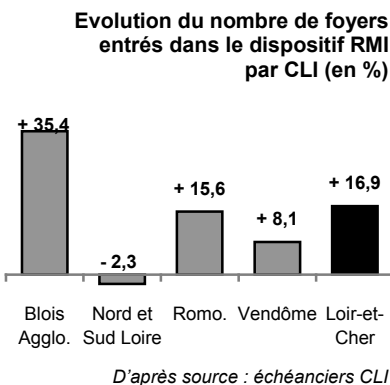
	31/12/2002	31/12/2003	Variation (en %)
Loir-et-Cher	3 739	3 893	+ 4,1
Région Centre	29 840	31 327	+ 5
France	950 693	998 645	+ 5

Sources : CNAF, CAF, MSA

Le montant moyen de l'allocation versée au titre de décembre 2003 s'établit à **361 €**, en hausse de 1,4 % par rapport à décembre 2002.

La situation familiale observée pour les allocataires de la CAF varie peu. La part des personnes seules progresse de 1,4 point pour s'établir à 54,5 % ; elle demeure cependant largement inférieure à la moyenne nationale (58,4 %). Inversement, la part des bénéficiaires vivant en couple est plus élevée en Loir-et-Cher que dans l'ensemble du pays, 22,3 % contre 17 %. Le poids des familles monoparentales, stable, est très voisin de la moyenne française. **Plus d'un tiers des personnes sont présentes dans le dispositif depuis au moins cinq ans** (35,5 %) ; c'est 3,3 points de plus que la moyenne nationale.

Le nombre d'allocataires du RMI a augmenté moins rapidement en Loir-et-Cher que dans le Centre et en France



Forte croissance du nombre des ouvertures de droits

Dans le courant de l'année, **1 085 foyers sont entrés dans le dispositif, soit 16,9 % de plus qu'en 2002** (+ 7,8 % l'année précédente). La plus forte progression est observée pour la **CLI de Blois Agglomération (+ 35 %)**, devant celle de Romorantin (+ 15,6 %). On enregistre à l'inverse **moins d'entrées dans la CLI Nord et Sud Loire**.

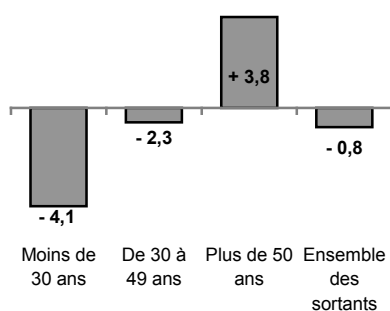
9. Les allocataires sont les personnes couvertes par le RMI qui sont réellement payées dans le mois.

Les données utilisées ont été recueillies dans les bulletins de « Suivi statistique des bénéficiaires du RMI » établis lors de la demande

CLI : Commission Locale d'Insertion

Ces informations sont issues du Tableau de bord sur les bénéficiaires du RMI - Bilan 2003 publié par l'Observatoire

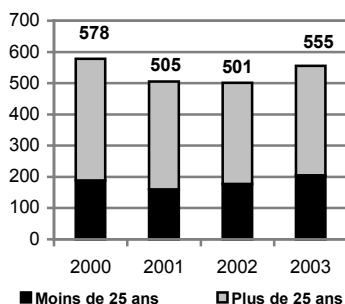
Evolution du nombre de sortants du dispositif RMI entre 2002 et 2003 selon l'âge (en %)



D'après source : échéanciers CLI

Pour en savoir plus :
Les Fiches de l'Observatoire n° 26
Les bénéficiaires du RMI en Loir-et-Cher. Tableau de bord n° 2. Bilan 2003
Egalement consultable sur le site Internet de l'Observatoire
www.observatoire41.com

Evolution du nombre d'Allocataires Parents Isolés en Loir-et-Cher



D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

Ces ouvertures de droits concernent davantage les hommes (+ 27 %) et les bénéficiaires de plus de 30 ans. On note un accroissement sensible de la part des 30-34 ans (+ 25,3 %) et de celle des 50 ans et plus (+ 22 %). **Trois entrants sur dix sont d'anciens érémites** ; cette proportion est stable par rapport à 2002.

Les entrants dans le dispositif sont globalement plus diplômés et plus qualifiés que l'ensemble des bénéficiaires : 26 % des entrants possédant un diplôme de l'enseignement supérieur ou au moins équivalent au baccalauréat contre 17,9 % pour l'ensemble des érémites.

Répartition des bénéficiaires du RMI selon le niveau d'études¹⁰

en %

Niveau d'études	Entrants		Ensemble des bénéficiaires	
	2002	2003	2002	2003
Niveaux I, II et III	13,3	13,7	7,6	8,3
Niveau IV	13	12,6	9,4	9,6
Niveau V	28,2	27	27,3	26,8
Niveaux V bis et VI	45,5	46,8	55,7	55,2

D'après source : échéanciers CLI

2 - Les minima sociaux en hausse

Le nombre d'**allocataires parents isolés** s'est accru de 10,8 % en un an. Cette hausse est supérieure à celle observée en moyenne régionale (+ 9,5 %) et sur le territoire métropolitain (+ 3,6 %). **Le nombre de jeunes de moins de 25 ans est en forte progression** (près de 16 %) ; ils représentent désormais deux allocataires sur cinq.

L'Allocation Adulte Handicapé (AAH) est attribuée à 2 921¹¹ personnes au 31 décembre, soit 2 % de plus qu'en 2002.

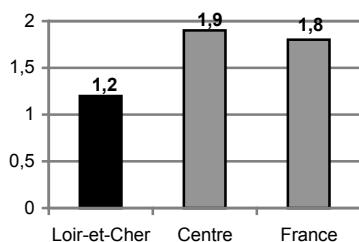
Selon les informations recueillies auprès de deux des principaux organismes servant l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, le nombre d'allocataires augmente de manière significative (+ 8,2 % en un an) indiquant une tendance inverse à celle observée en 2002 sur la base des chiffres (plus complets) communiqués par la DREES (Direction de la Recherche des Etudes de l'Evaluation et des Statistiques).

10. Niveaux de formation :

I : diplôme de niveau Bac + 4 et au-dessus ; II : diplôme de niveau Bac + 3 ; III : diplôme de niveau Bac + 2 ; IV : diplôme de niveau Bac ; V : diplôme de niveau BEP, CAP ; V bis : diplôme de niveau BEPC, fin de seconde ou de première sans diplôme ; VI : certificat d'études, fin de formation générale ou aucune formation scolaire.

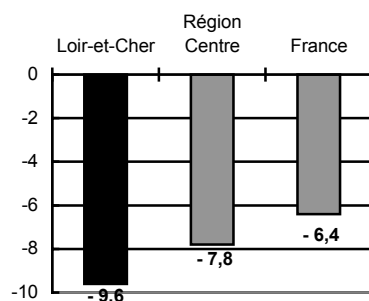
11. Ce chiffre intègre les ressortissants de la MSA

Nombre d'allocataires de l'AI pour 1 000 actifs en 2003



D'après sources : Assedic – INSEE-RGP

Evolution du nombre de bénéficiaires de l'ASS 2002-2003 (en %)



D'après source : ASSEDIC

L'allocation d'insertion poursuit sa progression (+ 19 %), amorcée en 2000, avec notamment l'arrivée d'un nombre croissant de demandeurs d'asile dans le département. La région Centre constate pour la même période une hausse plus soutenue encore (+ 22 %). Néanmoins, le nombre de bénéficiaires reste faible en Loir-et-Cher comparé au nombre total d'actifs (1,2 ‰ contre 1,9 ‰ en région Centre et 1,8 ‰ au niveau national)

Seul minimum social en recul, **l'Allocation de Solidarité Spécifique compte près de 200 bénéficiaires de moins** qu'un an plus tôt. Cette inflexion, déjà observée en 2002, s'explique par la réduction du nombre de chômeurs de longue durée enregistrée dès 2001 sous l'effet conjugué d'une conjoncture alors plus favorable et d'un recentrage des dispositifs de lutte contre l'exclusion sur les publics les plus éloignés de l'emploi. Le retournement de conjoncture aura des répercussions sur le nombre de bénéficiaires de l'allocation de solidarité avec un certain décalage. Les chiffres des premiers mois 2004 indiquent déjà une nouvelle dégradation.

L'année 2003 est donc marquée par une aggravation de la précarité. Le nombre global de bénéficiaires de minima sociaux s'est accru de 2 %, après une année plus favorable.

Nombre d'allocataires de minima sociaux et évolution

		31/12/2002	31/12/2003	Variation (en %)
Revenu Minimum d'Insertion	RMI	3 739	3 893	+ 4,1
Allocation de Parent isolé	API	501	555	+ 10,8
Allocation aux Adultes Handicapés	AAH	2 862	2 921	+ 2
Allocation de Solidarité Spécifique	ASS	2 045	1 849	- 9,6
Allocation d'Insertion	AI	142	169	+ 19
Allocation supplémentaire du minimum vieillesse	FSV *	1 554	1 682	+ 8,2
Fonds spécial invalidité	FSI	362	364	+ 0,6
Ensemble des minima sociaux en Loir-et-Cher		11 207	11 433	+ 2

* Les données concernant le FSV sont incomplètes, elles totalisent les ressortissants de la CRAM du Centre et de la MSA

Sources : Assedic, CNAF, CAF, CPAM, CRAM, MSA

Un allocataire sur quatre perçoit au moins trois prestations, un sur deux une aide au logement.

3 - Les prestations sociales

La Caisse d'Allocations Familiales de Loir-et-Cher compte 44 482 allocataires au 31 décembre 2003, dont près de 16 % bénéficient de minima sociaux. Bien que moins ciblées sur les publics en grande difficulté économique, les prestations sociales temporisent partiellement la pauvreté. Elles constituent une composante importante du revenu global des ménages à faibles ressources.

Nombre de bénéficiaires des principales prestations soumises à conditions de ressources et évolution

		31/12/2002	31/12/2003	Variation (en %)
Complément familial	CF	3 731	3 692	- 1,0
Allocation de Soutien Familial	ASF	2 137	2 197	+ 2,8
Allocation de Rentrée Scolaire	ARS	13 359	13 027	- 2,5
Allocation Pour Jeune Enfant	APJE	6 041	5 922	- 2,0
Aide Personnalisée au Logement	APL	12 475	12 117	- 2,9
Allocation Logement Familiale	ALF	3 839	3 780	- 1,5
Allocation Logement Sociale	ALS	7 083	6 876	- 2,9
Ensemble des allocataires CAF de Loir-et-Cher		44 685	44 482	- 0,5

Source : CAF

Seule, **l'allocation de soutien familial** destinée aux familles monoparentales, **progresses en 2003 (+ 2,8 % dans le département, + 2,9 % pour la France métropolitaine)** principalement en raison d'un nombre croissant d'enfants ayant un parent reconnu hors d'état de verser la pension alimentaire. En 2002, le nombre de bénéficiaires était déjà en progression de 2,4 %. Avec les minima sociaux, l'ASF figure parmi les prestations destinées aux ménages les plus en difficulté.

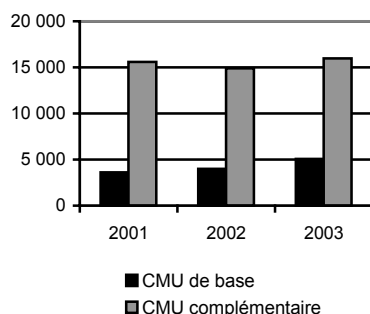
L'évolution du nombre de bénéficiaires de l'APJE, versée sous conditions de ressources jusqu'aux trois ans de l'enfant, suit sensiblement la courbe des naissances, qui décroît depuis 2001.

L'ensemble des prestations logement fléchit dans le département alors qu'au niveau national l'ALS se maintient. La diminution de l'aide au logement est due en partie au retard pris dans la revalorisation du barème de calcul des aides.

Indépendamment de tout niveau de ressources, **l'Allocation d'Education Spéciale est attribuée à 503 enfants** en fonction du degré de leur handicap. 490 en avaient bénéficié l'année précédente.

4 - La Couverture Maladie Universelle s'étend

Evolution du nombre de bénéficiaires de la CMU depuis 2001



D'après sources : CPAM – MSA

CMU : Couverture maladie Universelle (dispositif composé de deux volets) :

- CMU de base permet d'affilier automatiquement au régime général d'assurance maladie toute personne résidant en France de façon stable et régulière n'ayant pas de droits ouverts.
- CMU complémentaire fournit une complémentaire gratuite aux résidents stables et réguliers, sous conditions de ressources.

Les personnes dont les ressources sont légèrement supérieures au plafond de la CMU peuvent bénéficier d'une aide à la mutualisation : le dispositif Diapasom, mis en place dans le Loir-et-Cher est, depuis 2003, repris par le dispositif national.

L'AME : Aide Médicale Etat prend en charge, sous conditions de ressources, les frais de santé des personnes ne répondant pas aux critères de résidence.

La progression du nombre de bénéficiaires de la CMU de base, depuis sa mise en place au 1^{er} janvier 2000, s'amplifie en 2003 (+ 26 % contre 11 % en 2002). Parallèlement, la CMU complémentaire, attribuée sous conditions de ressources, est de nouveau en hausse et concerne 2,3 % de bénéficiaires de plus qu'en 2001. Le réexamen des droits arrivés à échéance d'un nombre important de bénéficiaires, au cours du 2nd semestre, avait modifié sensiblement la tendance en 2002.

La rénovation de l'Aide Médicale Etat (AME), en 2000, a facilité l'accès aux soins des personnes étrangères dont la situation n'est pas encore régularisée. **En raison du nombre croissant de demandeurs d'asile arrivés en Loir-et-Cher, le nombre de bénéficiaires de l'AME a presque doublé en 2003 et presque triplé en deux ans.** Ils ne représentent cependant que 1,5 ‰ de la population, contre 2,9 ‰ sur l'ensemble du territoire métropolitain.

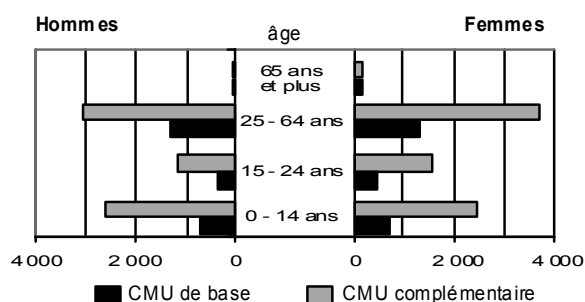
Les bénéficiaires de la CMU, de l'AME et de l'aide à la mutualisation

	31/12/2002	31/12/2003	Variation (en %)
CMU de base	4 002	5 055	+ 26,3
CMU complémentaire	14 893	15 965	+ 7,2
AME	242	467	+ 93,0
Aide à la mutualisation (nombre d'entrées)	242	252	+ 4,1

Sources : CPAM – MSA

La CMU bénéficie à une part importante de ménages avec enfants. Plus du tiers des bénéficiaires de la complémentaire ont moins de 15 ans, plus de la moitié moins de 25 ans. Les personnes âgées de 65 ans ou plus représentent moins de 2 % des personnes couvertes.

Répartition des bénéficiaires de la CMU par classe d'âges



D'après sources : CPAM - MSA

Le surendettement augmente fortement

677 dossiers nouveaux
+ 6,3 % en un an

Avec **677 dossiers déposés** auprès de la commission de surendettement, le Loir-et-Cher s'est sensiblement rapproché de son plus haut niveau atteint en 1999 et a enregistré une évolution de **+ 6,3 % en un an**.

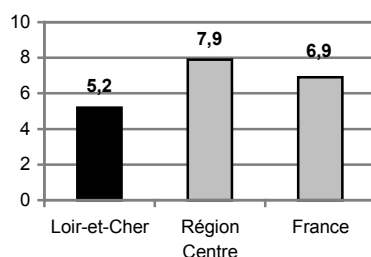
Au niveau national, cette hausse est encore plus importante : + 14 %. Dans le Centre l'évolution est en deçà, mais n'en demeure pas moins sensible (+ 10 %).

Evolution du nombre de dossiers de surendettement déposés

	2000	2001	2002	2003	Variation 2002/2003 (en %)
Loir-et-Cher	674	622	637	677	+ 6,3
Région Centre	6 867	6 470	7 202	7 924	+ 10,0
France	148 408	137 882	145 236	165 459	+ 13,9

Source : Secrétariat de la commission de surendettement

Part des ménages ayant déposé un dossier de surendettement en 2003 (en ‰)



D'après sources : Secrétariat de la Commission de surendettement, INSEE-RGP

La situation des ménages du département demeure moins dégradée qu'aux niveaux géographiques supérieurs. On compte en effet en Loir-et-Cher **5,2 dossiers pour 1 000 ménages en 2003, soit 1,7 point de moins qu'en France et surtout 2,7 points de moins qu'en région Centre.**

Il convient de signaler que les nouvelles dispositions en matière de faillite civile, applicables à compter du 24 février 2004 (date du décret d'application de la loi « Borloo »), vont certainement modifier le recours au dispositif.

L'aide à domicile aux personnes âgées

1 - Forte augmentation du nombre d'heures d'aides à domicile

L'APA (Aide Personnalisée d'Autonomie) a pris sa vitesse de croisière. Au 31 décembre 2003, le Loir-et-Cher compte **4 765 bénéficiaires, dont 2 220 à domicile.** Après le **boom des demandes en 2002** généré par la mise en place de l'aide, le Conseil Général en a enregistrées **1 300 cette année, soit un peu plus d'une centaine par mois en moyenne. Dans plus de 8 cas sur 10, elles concernent le maintien de personnes à leur domicile.**

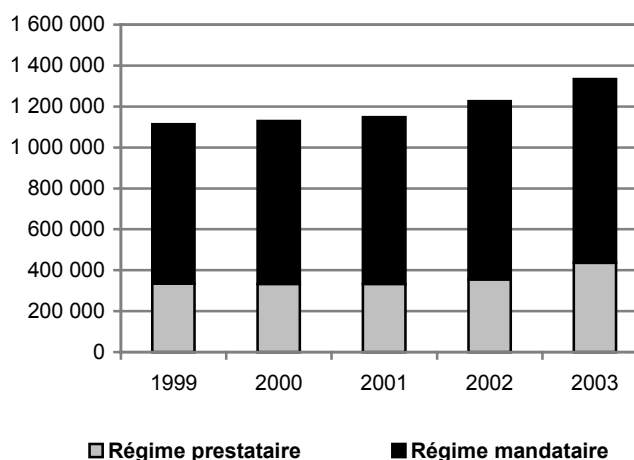
La Fédération ADMR gère l'aide à domicile sur une très grande partie du Loir-et-Cher ; les autres intervenants sont le CCAS de Blois et le CIAS de Vendôme

Sous régime prestataire, c'est l'organisme qui est l'employeur direct de l'aide à domicile ; sous régime mandataire, ce sont les usagers.

Les plans d'aide, qui décrivent la nature des tâches prises en charge financièrement par la collectivité, se traduisent par **un nombre d'heures allouées en très forte croissance**. La Fédération ADMR fait ainsi état de 1 334 110 heures travaillées en 2003, soit une **augmentation de 8,9 % en un an**.

Elles représentent l'emploi en équivalent temps plein de **275,5 personnes pour le régime prestataire** (1 398 aides à domicile) et **486,7 en régime mandataire** (1 957 aides à domicile), **soit un total de 762 postes**. Il convient de souligner que cette évolution ne s'est pas nécessairement traduite par de nouvelles embauches en grand nombre, dans la mesure où le quota supplémentaire d'heures a d'abord été réparti sur les assistantes en temps très partiel.

Evolution du nombre d'heures de travail des aides à domicile



D'après source : Fédération ADMR

2 - Services de soins infirmiers à domicile

Le service de soins infirmiers de la Fédération ADMR a disposé en 2003 de 11 infirmiers coordinateurs et 49 aides soignantes. Il est intervenu auprès de 576 personnes, 7 de plus que l'année précédente. Le nombre de journées de prise en charge (91 144) est de nouveau en progression, + 4,6 %.

Le marché du logement toujours très actif, celui de l'automobile en baisse

1 - Nouveau recul du marché de l'automobile

Les incertitudes liées à la conjoncture et à la hausse du chômage ont **freiné les ménages dans leurs achats d'automobiles**. Après une progression faible en 2002, le marché s'est retourné en 2003 dans le département, comme dans l'ensemble du pays. Le total des immatriculations atteint 53 500 véhicules en Loir-et-Cher, en **baisse de 2,9 %**. L'évolution est proportionnellement un peu plus marquée pour les véhicules neufs.

Les ménages ont acheté moins de véhicules neufs (- 2,9 %)

La contraction touche davantage l'arrondissement de Vendôme (- 4,6 %), où un repli d'égale ampleur avait déjà été enregistré en 2002. Elle est plus limitée dans ceux de Blois (- 2,6 %) et de Romorantin-Lanthenay (- 2,2 %). C'est toutefois dans ce dernier que l'écart d'évolution entre les immatriculations de véhicules neufs et d'occasion est le plus important, respectivement - 6,3 % et - 1,4 %.

Evolution du nombre d'immatriculations de véhicules en Loir-et-Cher

	2002	2003	Variation absolue	Variation relative (en %)
Véhicules neufs	11 925	11 527	- 398	- 3,3
Véhicules d'occasion	43 172	41 974	- 1 198	- 2,8
Total	55 097	53 501	- 1 596	- 2,9

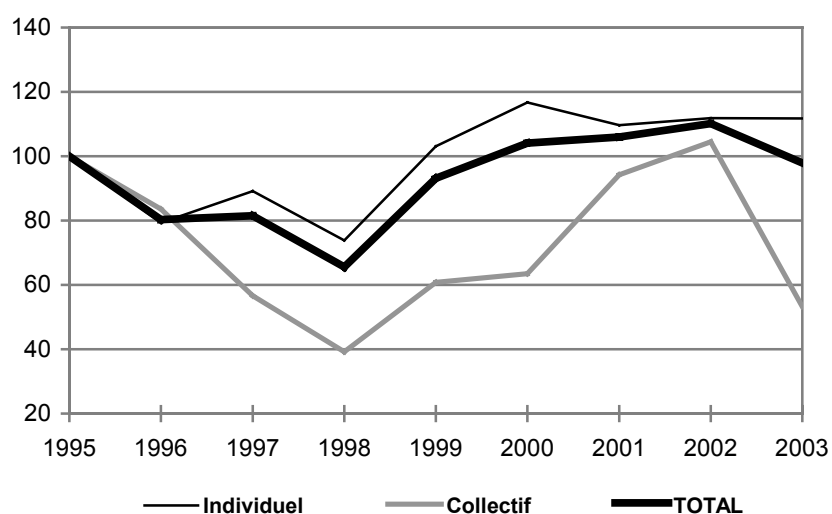
Source : Préfecture de Loir-et-Cher

2 - La demande de logements individuels est toujours forte

L'intérêt des ménages loir-et-chériens pour le logement individuel ne se dément pas. On compte en effet **1 365 mises en chantier en 2003**, autant qu'au cours de l'année précédente. En revanche, les **programmes collectifs**, dont les variations sont plus brutales, sont **nettement moins fournis** : 201 unités commencées, soit 49 % de moins. Le **total annuel est en conséquence inférieur à celui de 2002** avec le lancement de 1 566 nouveaux logements, en recul de 11 %.

Selon un scénario désormais bien établi, l'évolution régionale est en sens contraire. Le nombre de logements mis en chantier a augmenté en effet de 12,4 % dans le Centre, essentiellement sous l'impulsion du collectif.

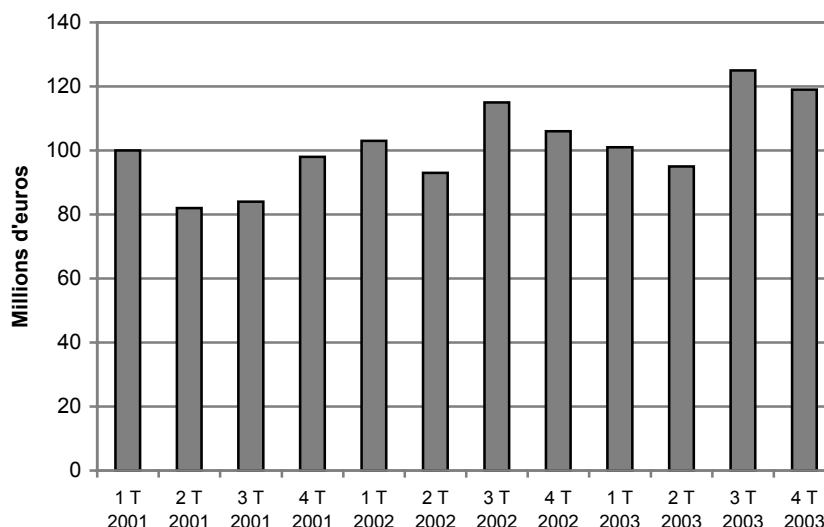
Evolution du nombre de logements mis en chantier en Loir-et-Cher (base 100 en 1995)



D'après source : DRE – Sitadel

Le marché du logement demeure à des niveaux élevés, malgré la légère pause. La construction neuve n'en est d'ailleurs pas le seul signe, puisque **le montant des transactions dans l'immobilier ancien** a atteint 442 millions d'euros, **en progression de près de 6 %** par rapport à 2002. Les deux derniers trimestres ont été particulièrement actifs à cet égard. Les professionnels de la construction restent par ailleurs optimistes avec des carnets de commandes largement garnis. Seule ombre au tableau, la perspective que le taux de TVA à 5,5 %, maintenu jusqu'à la fin 2005, soit remis en cause par la suite.

Evolution trimestrielle des transactions dans l'immobilier ancien



D'après source : Direction des Services Fiscaux

3 - Le recours au prêt à taux zéro repart à la hausse

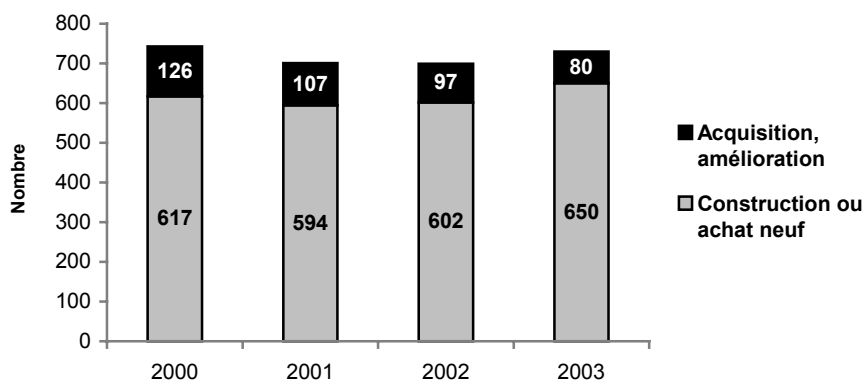
Après le léger tassement des deux dernières années, les émissions de prêts à taux zéro (PTZ) ont été en augmentation en 2003. Avec **730 prêts distribués**, notre département a enregistré une **croissance de 4,4 % en un an**, la hausse étant un peu moins marquée au niveau régional (+ 2,4 %).

31 prêts de plus qu'en 2002.

Forte mobilisation du prêt pour la construction de maison individuelle

Le PTZ a été **essentiellement mobilisé** sur le secteur du neuf et plus exactement **pour la construction de maison individuelle** (641 projets). Les acquisitions améliorations ont poursuivi leur déclin (- 17,5 %), atteignant ainsi leur plus faible volume depuis la création du dispositif. Ce phénomène devrait s'amplifier en raison de la réduction du stock des biens susceptibles de respecter la quotité de travaux minimum (54 % du prix du bien) et surtout de l'augmentation généralisée des prix. Le coût moyen des opérations s'est établi à 103 500 euros tous profils et opérations confondues, se positionnant ainsi en deçà de la moyenne nationale (121 800 euros). Les employés et les ouvriers ont été les principaux bénéficiaires du prêt, (72 %) ; le glissement précédemment observé pour l'éligibilité du prêt depuis les bénéficiaires disposant de revenus faibles vers ceux ayant des revenus intermédiaires, s'est conforté en 2003.

Nombre de prêts à taux zéro accordés en Loir-et-Cher

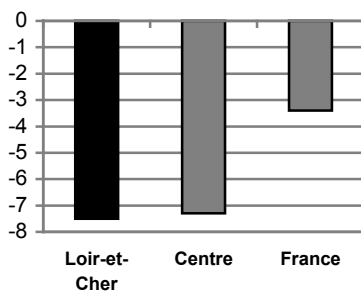


D'après source : ADIL – SGFGAS

La délinquance perd du terrain

Le nombre des crimes et délits a baissé de 7,5 % contre une augmentation de + 3,5 % en 2002

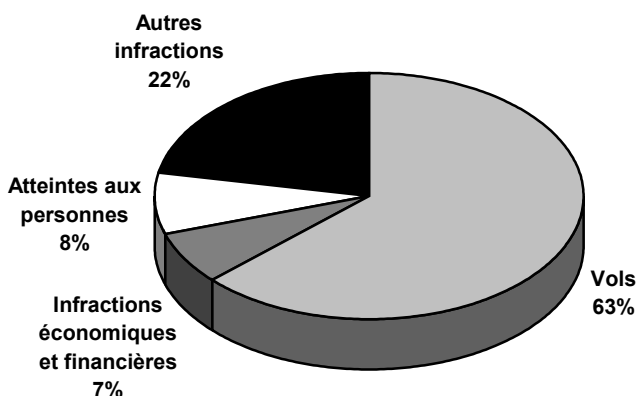
Evolution du nombre de crimes et délits en 2003 (en %)



D'après source : Préfecture de Loir-et-Cher

Au cours de l'année 2003, les services de police et de gendarmerie ont constaté **13 018 crimes et délits en Loir-et-Cher**, soit une **baïsse de 7,5 %** par rapport à 2002. Le recul déjà constaté l'an dernier en zone police s'est confirmé (- 3,6 %), mais il s'est étendu de façon spectaculaire à la **zone gendarmerie (- 10,9 %)**. Ce résultat est légèrement meilleur que la moyenne régionale (- 7,3 %) ; il faut cependant noter que le repli a dépassé les 10 % dans l'Indre-et-Loire et l'Indre. Avec un **taux de criminalité de 41 pour mille** habitants (44,3 en 2002), le Loir-et-Cher figure parmi les 25 départements pour lesquels ce taux est le plus faible.

Répartition par nature des crimes et délits en 2003 en Loir-et-Cher



D'après source : Préfecture de Loir-et-Cher

Les vols demeurent de très loin l'infraction la plus courante. Parmi eux, on remarque que le nombre de vols à la roulotte (- 31 %) et celui de cambriolages a diminué (- 9 %) ; inversement, on note une augmentation assez sensible des destructions et dégradations (+ 12 %). Au total, les vols se sont réduits de 9,3 % en 2003.

Moins de mineurs ont été mis en cause en 2003

Moins d'accidents et de blessés sur les routes du Loir-et-Cher, mais autant de morts

Les infractions économiques et financières ont poursuivi leur décline sur un rythme encore supérieur (- 26 %). En revanche, les crimes et délits contre les personnes ont légèrement progressé, + 1,7 %.

Le nombre de personnes mises en cause a lui aussi diminué de 5 %. Pour les mineurs, le repli atteint 11 %. Leur part est en conséquence revenue à 23,4 % contre près de 25 % en 2002.

Du côté de la **violence routière**, le **bilan départemental apparaît mitigé**. Alors que les chiffres nationaux indiquent une forte décélération du nombre des accidents de la route et de leurs conséquences humaines, l'amélioration n'est pas aussi franche en Loir-et-Cher. Certes, on compte moins d'accidents et surtout de blessés en 2003, mais **le nombre de tués ne régresse plus**.

Evolution du nombre d'accidents de la route en Loir-et-Cher

	2001	2002	2003	Variation absolue 2002-2003
Accidents	413	464	444	- 20
Blessés	583	634	600	- 34
Tués	74	50	52	+ 2

Source : Préfecture de Loir-et-Cher

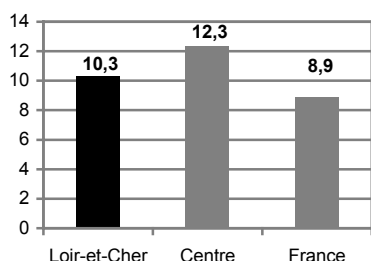
Parmi les causes d'accident, la vitesse et la perte de contrôle ont pris une part beaucoup plus importante en 2003 (41 % contre 33 %), rejoignant ainsi les comportements dangereux tels que dépassements, refus de priorité, circulation à gauche qui sont en cause dans 42 % des cas.

L'activité économique

La vie des entreprises et des établissements

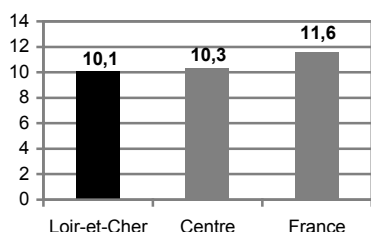
1 - Un redressement spectaculaire de la création d'entreprise...

Evolution de la création d'entreprise en 2003 (en %)



D'après source : INSEE, SIRENE

Taux de création d'entreprise (en %)



D'après source : INSEE, SIRENE

Les mouvements « purs » d'entreprises sont ceux concernant les seules créations ou radiations réelles. Les achats, cessions, changements de lieu, de forme juridique, etc. ne sont pas pris en compte dans cette analyse.

L'année 2003 a été marquée par **une reprise très nette de la création d'entreprise**, encouragée probablement par la loi pour l'initiative économique qui autorise, à compter du 6 août 2003, la création d'une SARL sans capital social (7 500 € au minimum auparavant). Cette nouvelle réglementation ne suffit cependant pas à elle seule à expliquer ce mouvement qui était déjà très perceptible au cours du premier semestre de l'année. Dans l'ensemble du département ce sont **plus de 800 structures nouvelles** qui ont vu le jour (selon le fichier Sirene), soit **une progression de 10,3 % en un an, sensiblement inférieure à celle de la région**. On retiendra aussi que le taux de création d'entreprise est légèrement inférieur à celui de la région et de la France.

Ce boom est observé pour tous les grands secteurs d'activité, y compris dans le milieu artisanal. Quelques branches à l'image des services aux particuliers ou du commerce de détail semblent avoir suscité beaucoup de vocations ; le bâtiment poursuit son renouveau à un rythme, une fois encore, soutenu. A l'inverse, **les services aux entreprises voient diminuer le nombre des créations pures, plaçant le Loir-et-Cher dans une situation tout à fait atypique.**

Cette tendance n'a pas touché tous les territoires. La création a fortement progressé dans l'arrondissement de Blois, qui en est le principal bénéficiaire, tandis qu'elle était plus mesurée dans le Vendômois et qu'elle reculait même dans le Romorantinais, y compris dans l'artisanat.

... accompagné par une multiplication des disparitions

Parallèlement à cet essor de la création d'entreprises, **une multiplication très nette des disparitions a touché tous les territoires ainsi que la plupart des secteurs d'activité.** Le nombre des disparitions pures d'entreprises industrielles et commerciales progresse d'un quart et de près de 10 % s'agissant des structures artisanales. A souligner aussi la très forte progression des radiations dans l'arrondissement de Romorantin.

Globalement le solde est négatif s'agissant des mouvements purs relatifs aux entreprises ressortissant de la CCI (- 23, mais rappelons que ce nombre est provisoire) et positif (+ 44) pour les structures relevant de la Chambre de Métiers.

**Immatriculations et radiations d'entreprises ressortissantes
de la CCI de Loir-et-Cher (mouvements purs)**

	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2002	2003*	Variation	2002	2003*	Variation	2002	2003*
Agriculture	30	26	- 4	20	34	+ 14	+ 10	- 8
Industrie	29	37	+ 8	34	32	- 2	- 5	+ 5
Construction	63	80	+ 17	33	29	- 4	+ 30	+ 51
Tertiaire	302	362	+ 60	338	433	+ 95	- 36	- 71
dont Commerce	143	182	+ 39	190	229	+ 39	- 47	- 47
Hôt., caf., rest.	18	25	+ 7	44	56	+ 12	- 26	- 31
Transports	10	26	+ 16	17	20	+ 3	- 7	+ 6
Services aux entreprises	107	104	- 3	61	82	+ 21	+ 46	+ 22
Services collectifs, santé	24	25	+ 1	26	46	+ 20	- 2	- 21
Total	424	505	+ 81	425	528	103	- 1	- 23

Source : CCI de Loir-et-Cher

* données provisoires

**Immatriculations et radiations d'entreprises industrielles et commerciales
par zone d'emploi (mouvements purs)**

Zones d'emploi	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2002	2003*	Variation	2002	2003*	Variation	2002	2003*
Blois	219	300	+ 81	230	279	+ 49	- 11	+ 21
Vendôme	86	89	+ 3	94	107	+ 13	- 8	- 18
Romorantin	119	116	- 3	101	142	+ 41	+ 18	- 26
Total¹²	424	505	+ 81	425	528	+ 103	- 1	- 23

Source : CCI de Loir-et-Cher

* données provisoires

**Immatriculations et radiations d'entreprises ressortissantes
de la Chambre de Métiers de Loir-et-Cher**

	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2002	2003*	Variation	2002	2003*	Variation	2002	2003*
Alimentation	49	45	- 4	56	52	- 4	- 7	- 7
Travail des Métaux	22	16	- 6	18	16	- 2	+ 4	0
Textile, cuir, habillem.	1	5	+ 4	3	4	+ 1	- 2	+ 1
Bois - Ameublement	11	16	+ 5	15	9	- 6	- 4	+ 7
Autres fabrications	29	30	+ 1	20	24	+ 4	+ 9	+ 6
Bâtiment	164	222	+ 58	145	179	+ 34	+ 19	+ 43
Transports, réparat., Réparations - Services	108	95	- 13	96	101	+ 5	+ 12	- 6
Total	384	429	+ 45	353	385	+ 32	+ 31	+ 44

D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

12. Le total par zone d'emploi peut être différent de celui par activité dans la mesure où cette dernière n'est parfois pas renseignée. De même, le nom de la commune peut faire défaut.

Mouvements d'entreprises artisanales par zone d'emploi

Zones d'emploi	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2002	2003	Variation	2002	2003	Variation	2002	2003
Blois	192	234	+ 42	202	200	- 2	- 10	+ 34
Vendôme	81	92	+ 11	72	92	+ 20	+ 9	0
Romorantin	111	103	- 8	79	93	+ 14	+ 32	+ 10
Total	384	429	+ 45	353	385	+ 32	+ 31	+ 44

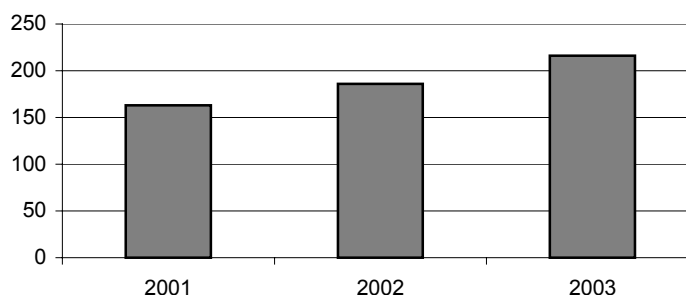
Source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

2 - Les défaillances d'entreprises plus nombreuses

La dégradation de la conjoncture et les problèmes rencontrés dans certains secteurs clés de l'économie départementale n'ont pas manqué d'avoir un impact sur la santé des entreprises. Le greffe du tribunal de commerce de Blois a en effet ouvert **216 procédures judiciaires pour l'ensemble du département, contre 186 en 2002.**

Le nombre de procédures de redressement judiciaire a très légèrement diminué, malgré une forte poussée dans l'arrondissement de Romorantin. En revanche, on observe **une progression importante des liquidations** : 96 prononcées immédiatement ; 44 en cours de procédure en fin d'année.

Evolution du nombre de procédures judiciaires ouvertes par le Greffe du tribunal de commerce



D'après source : Greffe du tribunal de commerce de Blois

3 - Entreprises implantées ou disparues en 2003

L'année 2003 compte davantage de dossiers significatifs parmi les installations de nouvelles unités, bien que certaines résultent en réalité du redéploiement d'activités déjà existantes. Parallèlement, les disparitions d'entreprises de taille importante restent nombreuses : une quinzaine comptaient plus de 20 salariés ; la moitié d'entre elles avaient déjà cessé leur activité en 2002 (et à ce titre avaient été mentionnées dans notre dernière publication : citons pour mémoire Siéloir, Topsy création, Magniez...).

Principaux établissements et entreprises créés ou implantés en 2003

Nom de l'entreprise	Commune	Activité	Eff.
AMEC SPIE Ouest Centre	Blois	Installat. d'eau et de gaz	50
Lancry protection sécurité	Saint-Laurent-N	Enquêtes et sécurité	32
Protection 24	Vineuil	Enquêtes et sécurité	65
ECF Club d'éducation routière Centre Atlantique	Blois	Ecoles de conduite	20
Statistical Process Control Software	Salbris	Réalisation de logiciels et équipem. de colorimétrie	20
Campus Veolia Environnement	Romorantin-Lanthenay	Conseil pour les affaires et la gestion	20
Eurodalles	Droué	Planchers et dalles en bois	18
France Restauration Rapide (Pat' à pain)	St-Gervais-la-Forêt	Restauration rapide	18
Team Partners Centre Est	Blois	Conseil en systèmes informatiques	18
Foullon	Blois	Chocolaterie, confiserie	18
Etic	Blois	Formation des adultes et formation continue	12
DG Financière	Blois	Gestion de portefeuilles	11
BH Optic	Vendôme	Commerce de détail optique et photographie	10
Techmo	Salbris	Négoce machine outils	10
Raynaud « les Petites Maries »	Blois	Fabrication de jouets en peluche	10
Adrexo	Vineuil	Gestion de supports de publicité	10
Air Taxi	Villefrancoeur	Transport aérien	9
Mercier	Blois	Travaux d'installation électrique	7
FABAE	Mer	Fab. Matériel électrique	7

D'après sources : CCI de Loir-et-Cher, Adelec, Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher

Principaux établissements ou entreprises repris en 2003

Nom de l'entreprise	Ancien. Rais. Soc.	Commune	Activité	Effectif
Ranger France	Matra Venture Composite	Theillay	Equipements automobiles	250
Lithotech	Danel	Blois	Imprimerie	96
Francos	Alerys	Villebarou	Parfums et produits pour la toilette	57
SIAS	Atelier H. Taillibert	Selles-Saint-Denis	Aménagement de magasins	50

D'après sources : CCI de Loir-et-Cher, Adelec

Principaux établissements ou entreprises disparus en 2003

Nom de l'entreprise	Commune	Activité	Effectif
Edition scientifique juridique	Vineuil	Edition de livres	55
Société d'emballage Franciade	Vineuil	Conditionnement à façon	47
Aspirotechnique	Blois	Nettoyage	38
Ets. Georges Durand	Blois	Sciage et rabotage du bois	26
Ets. Pangault	Mont-près-Chambord	Sciage et rabotage du bois	24
Focal Systems	Blois	Conseil en systèmes Informatiques	20
Sécurité Prévention Grand Ouest	Saint-Laurent-Nouan	Enquêtes et sécurité	20
Hammouda Hauria	Blois	Transports routiers de marchandises de proximité	15
Eski Ozgur	Blois	Enquêtes et sécurité	14
Bâtiment Restauration Construction	Chitenay	Travaux de maçonnerie générale	13
Alu Fermetures	Noyers-sur-Cher	Fabrication de menuiseries et de fermeture métalliques	11

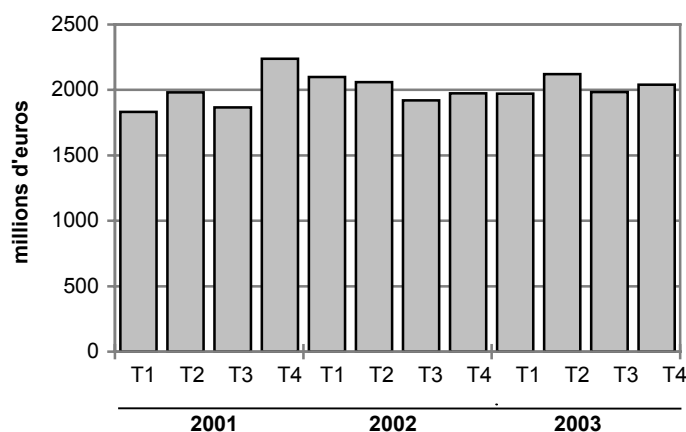
D'après sources : CCI de Loir-et-Cher, Adelec

Le niveau d'activité des entreprises

1 - Très faible hausse des chiffres d'affaires

Le montant global des **chiffres d'affaires** mesurés par les Services fiscaux s'élève à 8,1 milliards d'euros, **en très faible progression** par rapport à 2002 (+ 0,8 %), soit **en deçà du niveau de hausse des prix** et aussi des rythmes de croissance observés au cours des années précédentes. La situation semble toutefois s'être légèrement redressée au cours du dernier trimestre, laissant augurer une meilleure année 2004. L'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par l'Observatoire conforte cette impression.

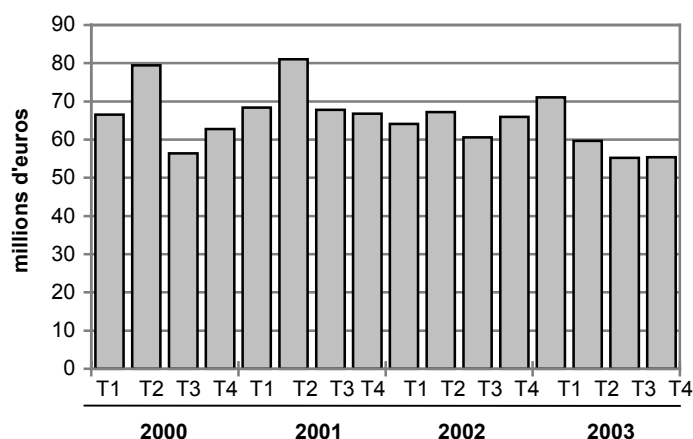
Chiffres d'affaires des entreprises



Source : Direction des Services Fiscaux¹³

2 - Repli des investissements

Investissements des entreprises



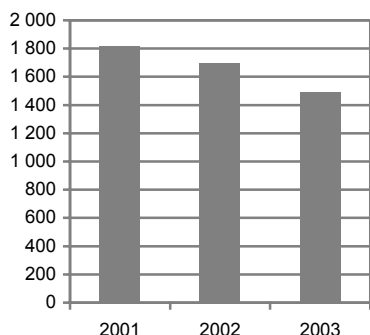
Source : Direction des Services Fiscaux

Le montant total des investissements réalisés par les entreprises du Loir-et-Cher, reconstitués à partir de la TVA ayant grevé les immobilisations inscrites au bilan, s'établit à 241,4 millions d'euros en 2003. Il apparaît **ainsi pour la deuxième année consécutive en très net recul** (supérieur à 6 % en 2003, compte non tenu de l'inflation). Le second semestre s'est révélé particulièrement morose, avec des résultats figurant parmi les plus mauvais depuis plusieurs années.

13. Chiffres d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la TVA. A compter du 1^{er} janvier 2002, CA des entreprises au régime réel normal, y compris régimes mini réel et simplifié agricole, y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

3 - Nouveau recul de la construction de locaux d'activités¹⁴

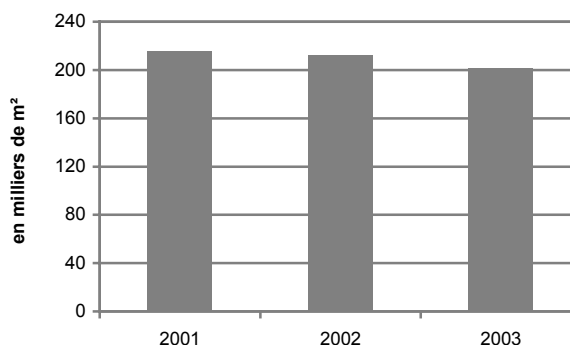
Locaux d'activités commencés en région Centre



D'après source : DRE - Sitadel

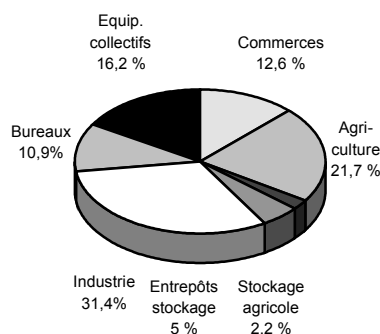
Locaux d'activités commencés

En Loir-et-Cher



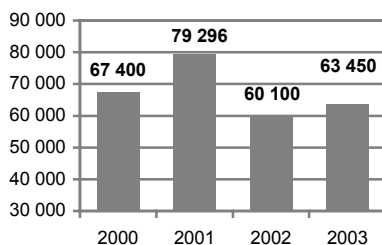
D'après source : DRE - Sitadel

Répartition des surfaces commencées en 2003 par activité



D'après source : DRE - Sitadel

destinées à l'industrie (en m²)



D'après source : DRE - Sitadel

Le mouvement de repli dans la mise en chantier de nouvelles surfaces à vocation économique s'est poursuivi en 2002, pour la troisième année consécutive. Au total, 201 800 m² de locaux ont été commencés dans notre département, soit un recul d'environ 5 %. La baisse est plus importante encore pour l'ensemble de la région : près de 12 %. Dans un tel contexte, on peut toutefois souligner le **sensible redressement de la construction industrielle (+ 5,6 %)** sans pour autant que soient atteints les niveaux des périodes antérieures.

Evolution des surfaces mises en chantier de locaux d'activités

Destination	2002 en m²	2003 en m²	Variation absolue en m²	Variation relative (%)
Agriculture	69 500	43 800	- 25 700	- 37
Stockage agricole	6 200	4 400	- 1 800	- 29
Industrie, artisanat	60 100	63 450	+ 3 350	+ 5,6
Commerces	27 900	25 350	- 2 550	- 9,1
Entrepôts, stockage	5 600	10 100	+ 4 500	+ 80,4
Bureaux	10 000	22 000	+ 12 000	+ 120
Equipements collectifs	33 300	32 700	- 600	- 1,8
TOTAL	212 600	201 800	- 10 800	- 5,1

Source : DRE - Sitadel

14. Les données concernent les locaux réellement commencés au cours de l'année.

Les aides économiques et financières

Montants accordés en 2003 en Loir-et-Cher pour les principaux types d'aides

Principaux types d'aides	Nombre d'entreprises ou de dossiers concernés	Montant total accordé (milliers d'euros)
Entreprises / Industries		
Reconversion des industries de défense		
F.R.E.D. (Fonds de Reconversion des Entreprises de Défense)	7	816,1
Immobilier d'entreprise		
FERI (Fonds Economique Régional d'Intervention)	1	114
FEDI (Fonds Economique Départemental d'Intervention)	12	2 051
Création de zone d'activités		
PARCQ (aide départementale à l'aménagement de zones de qualité en intercommunalité)	3	565,7
Création ou développement		
Loir-et-Cher Initiative	24	120
Encouragement au Développement des Entreprises Nouvelles	40	142,2
Prêts de l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique)	12	38,1
Accompagnement des entreprises dans leurs programmes d'investissements matériels de modernisation (ex FDPMI)	9	455,2
CREATIS (aide à la création industrie et services - Région)	4	110,9
Programme d'appui global à l'entreprise (PAGE)	5	48
PPR (Prêt Participatif Régional)	3	362,6
Fonds Régional de garantie (montant des prêts garantis)	8	2 560,5
POA (Prime d'Orientation Agricole)	1	13
Aides à l'innovation de l'ANVAR	9	390,5
Aide Régionale à l'Innovation (ARI)	2	75
Fonds Loir-et-chérien d'Aide à l'Innovation et à la Recherche (FLAIR)	9	234
Aides à l'exportation	25	92,4
FRAEX		
CORDEX	0	-
Action en faveur de la diffusion des technologies (ex ATOUT - Région)	4	295,1
Accès au conseil externe pour les PME-PMI	12	68,3
Artisanat		
CREATEM (aide régionale à la CRéation d'Entreprise Artisanale)	53	1 097,1
FREMA (Fonds REgional de Modernisation de l'Artisanat)	14	245
FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce)	5	527,7
FACAS (Fonds d'Aide au Commerce, à l'Artisanat et aux Services en milieu rural - Département)	11	453,3
FRAC (Fonds Régional d'Aide au Conseil)	7	20
Agriculture		
Aide à l'installation des jeunes agriculteurs (DJA)	30	384
Aides compensatrices aux surfaces cultivées (P.A.C.)	3 339	92 100
Prêts bonifiés	117	3 404,8
Aide européenne		
FEDER (Fonds Européen pour le Développement des Espaces Ruraux)	44	11 216
FEOGA	35	391

D'après sources : Préfecture de Loir-et-Cher, DDAF, DRAF, Conseil Général, Conseil Régional, ANVAR, Loir-et-Cher Initiative, ADIE

Le commerce extérieur

1 - Contraction des échanges extérieurs du Centre

Bien que la demande mondiale se soit redressée en milieu d'année, les exportations françaises de biens et services ont reculé de 2,6 % en valeur. Les deux principaux facteurs sont le manque de ressort de la conjoncture européenne et l'appréciation de l'euro, qui a pesé sur la compétitivité des produits nationaux.

La **performance régionale** n'a pas échappé au contexte général. **Ses exportations ont diminué de 4 %**, à 14,36 milliards d'euros. Elle **conserve néanmoins le 8^{ème} rang des régions** acquis en 2002.

Les importations sont dans le même temps restées quasiment **inchangées à 13,9 milliards d'euros**. Le solde des échanges extérieurs du Centre demeure néanmoins positif de 0,46 milliard d'euros. Leur structure sectorielle est toujours très largement dominée par les biens de consommation qui représentent 47,2 % des exportations et 41,9 % des importations ; ils sont également les plus gros contributeurs du solde commercial avec + 963 millions d'euros.

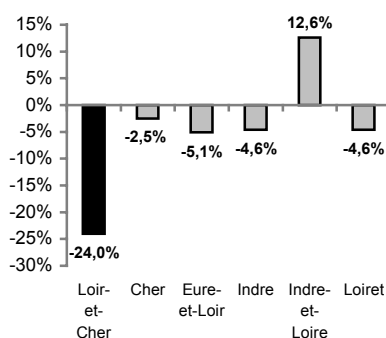
Les données régionales et départementales portent sur les marchandises uniquement. Elles n'intègrent pas le matériel militaire

2 - Les exportations du Loir-et-Cher en repli

Avec 1,26 milliard d'euros de marchandises exportées, le Loir-et-Cher réalise sa plus mauvaise performance depuis 7 ans. Le recul par rapport à 2002 est d'autant plus élevé (- 24,2 %) que l'on y avait au contraire enregistré un record. **L'arrêt de fabrication de l'Espace** dans notre département ne constitue pas, et de loin, la seule cause de ce brusque recul. **Les équipementiers ont également pâti de la faiblesse du marché automobile** européen et globalement la branche a vu ses exportations chuter de 63 %. Le poste fabrication de machines et équipements est également en retrait (- 7,6 %), de même que les industries agroalimentaires (- 12,3 %). En revanche, l'ensemble chimie / pharmacie / cosmétique a encore augmenté le volume de ses ventes à l'étranger (+ 8,2 %), malgré une fin d'année plus difficile. Sur les 22 secteurs figurant dans les données détaillées de la Direction Régionale des Douanes, 7 seulement ont fait mieux qu'en 2002. Parmi eux se trouvent l'habillement (+ 17,7 %) et le travail des métaux (+ 19,6 %).

Baisse de 24 % des exportations sur l'année, à 1,26 milliard d'euros

Evolution des exportations en 2003 par département



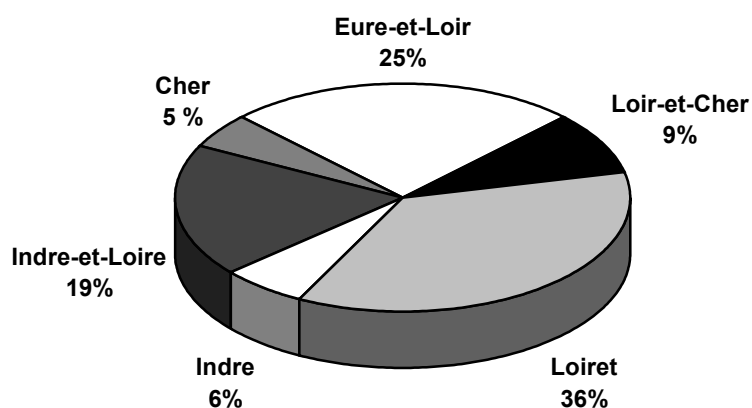
D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects du Centre

Quatre autres départements du Centre ont vu leurs exportations diminuer, dans des proportions beaucoup plus restreintes qu'en Loir-et-Cher toutefois. Le plus atteint dans ce groupe est l'Eure-et-Loir avec - 5,1 %. Dans ce contexte, il convient de souligner la remarquable performance de l'Indre-et-Loire, dont les ventes hors de nos frontières ont progressé de 12,6 %. Avec 2,78 Md €, elles ne représentent encore qu'un peu plus de la moitié de celles du Loiret (5,17 Md €).

L'atonie de la demande allemande a perduré ; elle n'a représenté que 10,2 % du total des exportations du Loir-et-Cher en 2003, tandis que le Royaume-Uni en a réalisé plus d'un quart. L'Espagne a dépassé l'Allemagne et l'Italie pour s'emparer de la deuxième place (10,6 %).

Répartition des exportations régionales par département en 2003

Le Loir-et-Cher réalise 9 % des exportations régionales, contre 11 % en 2002



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

3 - Léger tassement des importations

Le montant des importations de marchandises du département en 2003 s'est établi à 1,27 milliard d'euros, soit une **baisse de 2,8 %, après cinq ans de croissance ininterrompue**. Parmi les principaux postes, seule la chimie-pharmacie fait là aussi exception avec une augmentation encore supérieure à celle enregistrée en 2002 (+ 16,6 %). A contrario, le recul constaté pour la fabrication de machines et équipement (- 3,1 %) et celle de machines et appareils électriques (- 29,6 %) est un indice défavorable sur l'investissement des entreprises. Les achats à l'extérieur de l'industrie automobile sont évidemment en très forte baisse (- 31 %).

Les importations ont baissé de 2,8 % à 1,27 Md €

Le palmarès de nos pays fournisseurs a de nouveau bougé en 2003, l'Allemagne retrouvant la deuxième place au détriment de l'Italie. Le Royaume-Uni reste un solide leader, réalisant 27,5 % des importations du département.

4 - La balance des échanges commerciaux en déficit

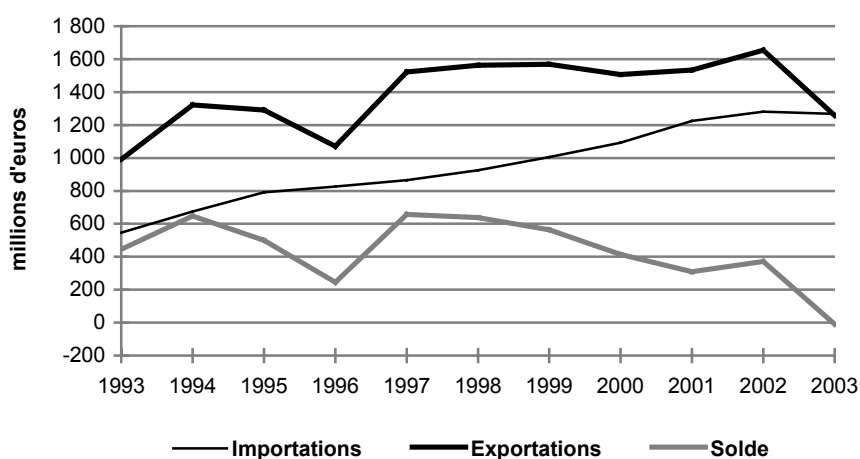
Le solde de la balance commerciale est négatif de 10 millions d'€.

Pour la première fois depuis plus de 10 ans, le solde des échanges extérieurs de marchandises du Loir-et-Cher est négatif : - 10 millions d'euros. Il est également déficitaire dans le Loiret et l'Indre, mais excédentaire dans les autres départements et pour l'ensemble de la région.

Le taux de couverture est en recul de 28 points

Le **taux de couverture** des exportations sur les importations en valeur passe en conséquence sous la barre des 100 à **99,2 %**, contre 127,2 % en 2002. Le taux moyen régional reste en revanche positif à 105 %, tandis que celui de la France redevient négatif à 98,5 %.

Evolution des échanges extérieurs du Loir-et-Cher depuis 1993



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

Répercussions des activités sur l'emploi

1 - La demande de personnel s'est encore réduite

Moins de déclarations d'embauche

Baisse de 9,7 % des déclarations d'embauche. Recul de 12 % pour celles concernant l'intérim

La faiblesse de l'activité économique a fortement pesé sur les besoins en main d'œuvre, qui apparaissent en retrait pour la deuxième année consécutive. Le **nombre de déclarations uniques d'embauche (DUE)¹⁵** enregistrées par l'URSSAF et la MSA s'est ainsi replié à 153 665 en 2003, soit **9,7 % de moins** qu'en 2002. **A l'exception notable de la construction (+ 13 %), tous les grands secteurs sont touchés.** En premier lieu l'industrie, où le repli de plus de 18 % s'ajoute aux 28 % de l'an dernier. Cette activité est également en très grande partie responsable de la **glissade continue du travail temporaire** : - 12,2 %, après - 11 % en 2002.

L'exercice 2003 est parallèlement marqué par les **restrictions d'embauche affectant les services**, aux entreprises comme aux particuliers, qui affichent une diminution supérieure à 8 %. Dans ce contexte, le commerce et l'agriculture font preuve d'une bonne résistance avec des volumes à peine inférieurs à ceux de l'année précédente.

15. Les DUE concernent tous les employeurs, quels que soient leur statut et leur activité, ainsi que tous les salariés relevant du régime général de sécurité sociale, quelles que soient la nature et la durée du contrat de travail. Elles ne rendent donc compte qu'imparfaitement de l'évolution de l'emploi, mais donnent une indication intéressante sur les mouvements d'embauche.

Evolution du nombre de DUE par grandes branches d'activité

	2001	2002	2003	Variation 02/03	
				absolue	relative (%)
Hors Travail Temporaire	66 744	64 231	60 666	- 3 565	- 5,6
Agriculture	12 757	12 233	12 167	- 66	- 0,5
Industrie	6 344	4 546	3 714	- 832	- 18,3
Construction	2 606	2 397	2 710	313	+ 13,1
Commerce	6 523	6 558	6 521	- 37	- 0,6
Services aux entreprises	8 814	8 349	7 644	- 705	- 8,4
Autres services	25 658	26 574	24 260	- 2 314	- 8,7
Autres	4 042	3 574	3 650	76	+ 2,1
Travail Temporaire	119 228	105 954	92 999	- 12 955	- 12,2
TOTAL	185 972	170 185	153 665	- 16 520	- 9,7

Sources : URSSAF et MSA

Les offres d'emploi se raréfient

Le recul important du nombre d'offres d'emploi déposées à l'ANPE confirme les données précédentes. On en recense un peu plus de 11 700, soit 9,6 % de moins qu'en 2002. La perte est légèrement plus forte pour l'ensemble de la région Centre (- 11,7 %), mais très mesurée au niveau national (- 1,6 %).

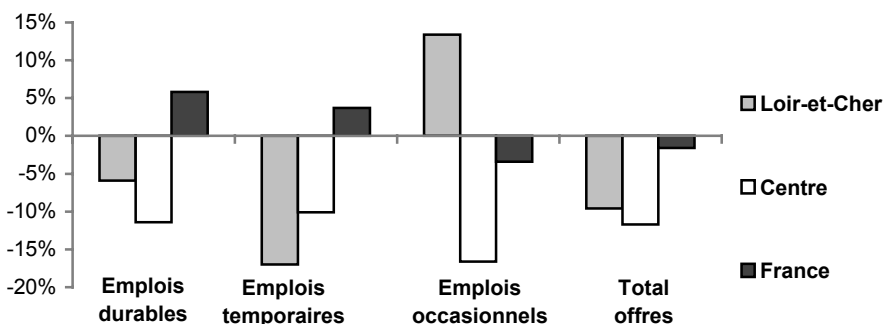
Les offres d'emploi durable (plus de 6 mois) reculent de 6 %

Celles relatives à des emplois très courts (moins de 3 mois) sont en forte progression (+ 13,4 %)

Les offres d'emploi temporaire (3 à 6 mois) baissent de 17 %

La part des emplois durables dans le total des offres regagne 2 points à 45,3 % ; elle est supérieure aux moyennes de référence.

Evolution des offres d'emploi déposées à l'ANPE en 2003 selon le type



D'après source : ANPE

Répartition par type des offres d'emploi recueillies par l'ANPE en %

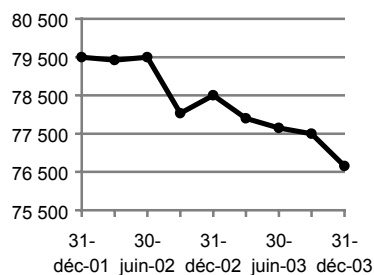
	Loir-et-Cher		Région Centre		France	
	2002	2003	2002	2003	2002	2003
Offres enregistrées						
Type A (+ de 6 mois)	43,5	45,3	41,8	42	43,8	41,9
Type B (3 à 6 mois)	48,1	44,1	42,7	43,5	40,7	42,9
Type C (- de 3 mois)	8,4	10,6	15,4	14,6	15,5	15,2

D'après source : ANPE

L'emploi salarié a reculé de
2,9 % en 2003

L'industrie a perdu
4 000 emplois en deux ans

Evolution du nombre total de
salariés en données corrigées
(Loir-et-Cher)



Source : ASSEDIC région Centre

2 - Plus de 2 000 emplois perdus en Loir-et-Cher

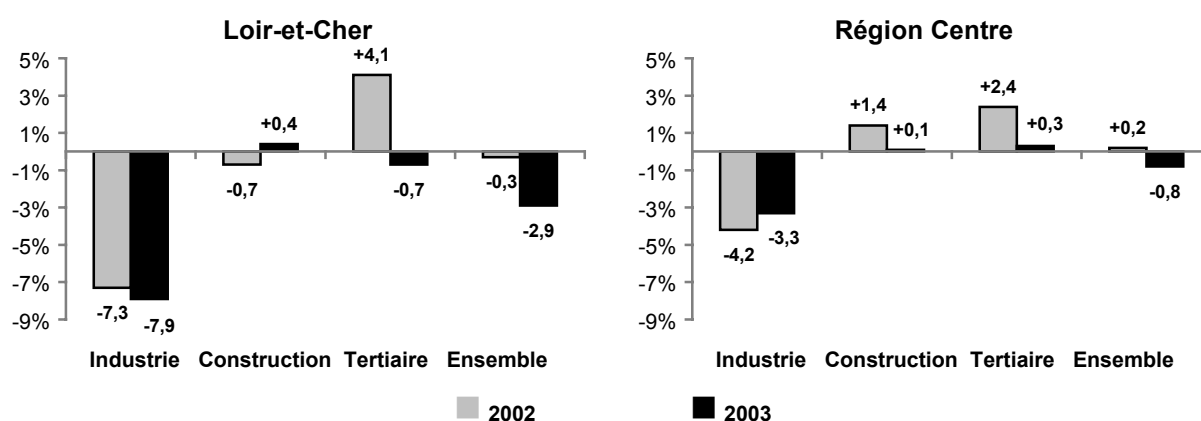
Selon les **données provisoires** de l'UNEDIC, les **effectifs salariés** du secteur privé auraient **reculé de 2,9 %** en 2003, correspondant à près de 2 300 emplois. Le rythme de l'érosion se serait donc nettement accéléré, puisque la perte était limitée à 0,3 % en 2002. Il est de surcroît plus élevé que celui de la région. **Les effectifs industriels fondent de plus en plus rapidement. En deux ans, ce secteur aurait ainsi perdu 4 000 postes.** Si la construction et le commerce se sont maintenus, il n'en va pas de même dans les services. Pour la première fois depuis bien longtemps, le nombre de salariés a diminué de 1 %. Cette évolution est en grande partie due aux **services aux entreprises (- 5,3 %)**, qui ont évidemment pâti de la mauvaise conjoncture industrielle.

Evolution de l'emploi salarié par branche d'activité en Loir-et-Cher

Activité	2001	2002	2003*	Evolutions (%)	
				01/02	02/03
Extraction de produits non énergétiques	97	91	88	- 6,2	- 3,3
Industries agricoles et alimentaires	3 081	2 866	2 955	- 7,0	+ 3,1
Industrie textile et habillement	437	502	386	+ 14,9	- 23,1
Industrie du cuir et de la chaussure	203	156	148	- 23,2	- 5,1
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	401	398	411	- 0,7	+ 3,3
Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	1 242	1 206	1 135	- 2,9	- 5,9
Industrie chimique	1 360	1 368	1 396	+ 0,6	+ 2,0
Industrie du caoutchouc et des plastiques	2 437	2 233	1 802	- 8,4	- 19,3
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1 092	1 022	959	- 6,4	- 6,2
Métallurgie et travail des métaux	3 692	3 527	2 941	- 4,5	- 16,6
Fabrication de machines et équipements	2 128	2 108	2 108	- 0,9	0,0
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	2 250	2 265	2 239	+ 0,7	- 1,1
Fabrication de matériel de transport	7 190	5 891	5 159	- 18,1	- 12,4
Autres industries manufacturières	1 494	1 445	1 365	- 3,3	- 5,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	167	206	193	+ 23,4	- 6,3
Sous-total industrie	27 271	25 284	23 285	- 7,3	- 7,9
Construction	7 549	7 496	7 524	- 0,7	+ 0,4
Commerce ; réparation automobile et d'articles domestiques	12 089	12 612	12 624	+ 4,3	+ 0,1
Hôtels et restaurants	3 750	4 038	4 096	+ 7,7	+ 1,4
Transports et communications	2 868	2 885	2 945	+ 0,6	+ 2,1
Activités financières	1 600	1 714	1 810	+ 7,1	+ 5,6
Immobilier, location et services aux entreprises	11 424	12 566	11 904	+ 10,0	- 5,3
Administration publique	979	970	990	- 0,9	+ 2,1
Education	841	822	823	- 2,3	+ 0,1
Santé et action sociale	7 125	6 988	7 126	- 1,9	+ 2,0
Services collectifs, sociaux et personnels	3 329	3 220	3 176	- 3,3	- 1,4
Sous-total services	31 916	33 203	32 870	+ 4,0	- 1,0
TOTAL	78 825	78 595	76 303	- 0,3	- 2,9

Source : UNEDIC

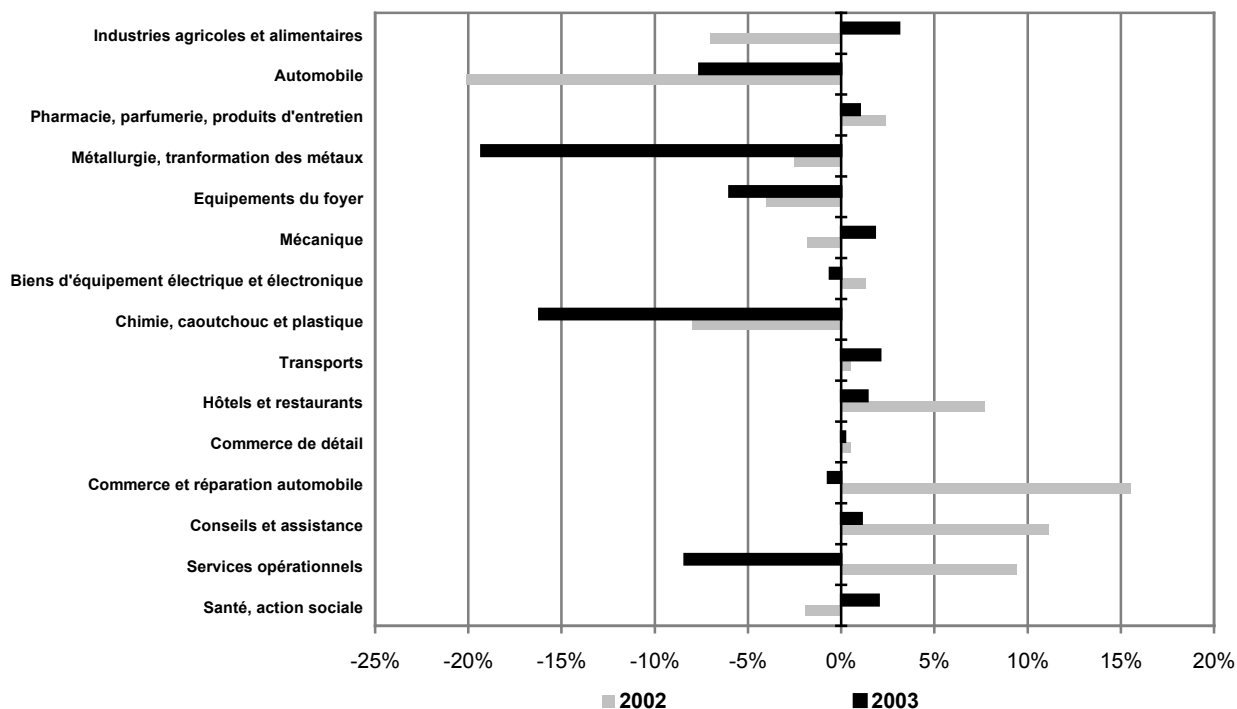
Evolution brute annuelle (en %)



D'après source : UNEDIC

Les effectifs de l'industrie automobile ont continué à reculer, sans surprise, mais les **plus fortes pertes** en 2003 concernent le **travail des métaux** (- 19 %) et l'ensemble **chimie et matières plastiques** (- 16 %), déjà en repli en 2002. On constate a contrario une bonne résistance de la pharmacie et un regain dans l'agroalimentaire. Du côté des services, la progression de l'emploi ne se dément pas dans l'hôtellerie - restauration et repart dans la santé - action sociale. Les transports font également preuve d'une belle résistance. En revanche, les services opérationnels, dont l'activité est dépendante de celle de l'industrie, ont supprimé des postes (- 8 %).

Evolution des effectifs salariés dans quelques branches d'activités en Loir-et-Cher (évolution brute cumulée sur quatre trimestres)

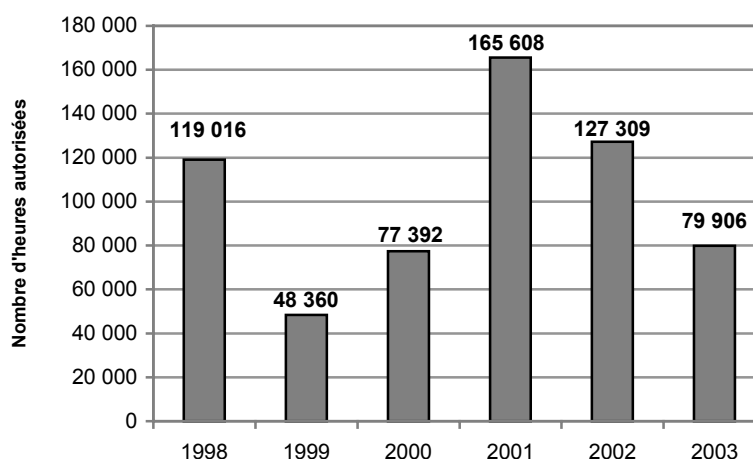


D'après source : UNEDIC

3 - Un moindre recours au chômage partiel

Malgré une activité passablement dégradée, **les entreprises ont limité leur recours au chômage partiel**. Pour l'année 2003, le total s'élève à 79 906 heures autorisées, soit 37 % de moins qu'au cours de l'année précédente. Précisons de nouveau que ce quota peut ne pas être entièrement utilisé.

Evolution du nombre d'heures autorisées au titre du chômage partiel

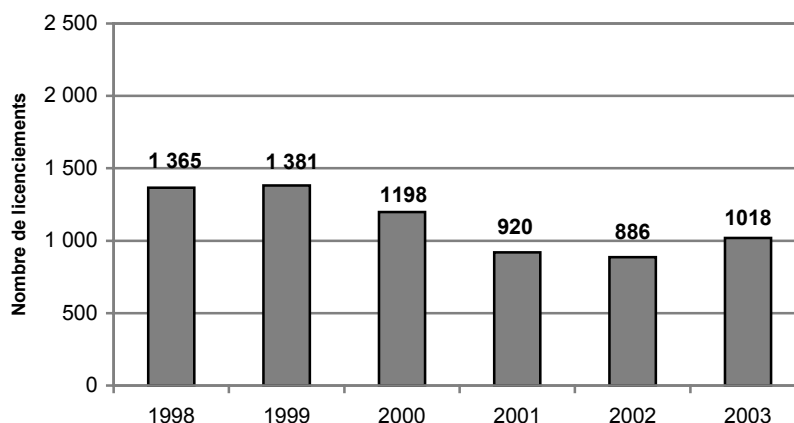


D'après source : DRTEFP

4 - Plus de licenciements économiques

Avec le retournement de la conjoncture, le **nombre des licenciements économiques est reparti à la hausse**. Plus de 1 000 demandeurs d'emploi se sont inscrits à l'ANPE durant l'année suite à un tel événement, ce qui représente une augmentation de 14,9 % par rapport à 2002.

Evolution du nombre d'inscriptions au chômage suite à un licenciement économique

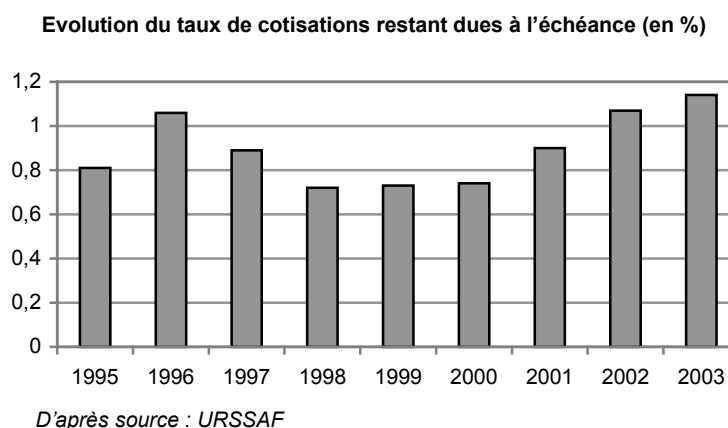


Augmentation de 15 % du nombre de chômeurs inscrits après un licenciement économique

Source : ANPE

5 - Faible progression de la masse salariale

Le montant des cotisations appelées par l'URSSAF, assises sur la masse salariale, s'est élevé à 885 millions d'euros, en progression de 3,3 % sur un an, soit un rythme moitié moins élevé qu'en 2002. La part de ces **cotisations restant dues à l'échéance**, qui constitue un bon indicateur de la santé financière des entreprises s'établit à **1,14 %** au 31 décembre, contre 1,07 % un an auparavant. Après une dégradation certaine au cours de la plus grande partie de l'année, la situation semble donc s'être un peu rétablie en décembre. Le taux demeure néanmoins supérieur à celui constaté précédemment.



6 - Perspectives 2004 : amélioration progressive

Selon les dernières prévisions, la croissance française pourrait atteindre 2,5 % à 2,7 % en 2004. La consommation des ménages en produits manufacturés tient bon : fin mai, elle est en hausse de 4,8 % en glissement sur un an ; pour les biens durables (matériel de transport et équipement du logement), on est même sur un rythme de 8,7 %. Mais les économistes redoutent qu'en l'absence de gains de pouvoir d'achat substantiels et devant la dégradation persistante du marché de l'emploi, les ménages se découragent.

En Loir-et-Cher, l'après-Matra a commencé. La concrétisation imminente de quelques projets d'implantation de nouvelles activités devrait rassurer tous les acteurs sur la capacité d'attraction du bassin Romorantinais et ouvrir des perspectives intéressantes.

Le tourisme

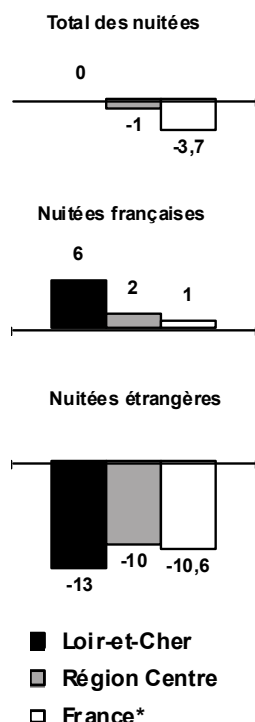
*Pour en savoir plus
Le tourisme en Loir-et-Cher,
Tableau de bord n° 3 -
Bilan 2003, les Fiches de
l'Observatoire n° 27*

La pleine saison touristique 2003 s'est révélée plutôt mitigée en région Centre. L'effet induit de la guerre d'Irak, le contexte économique et social international et la canicule exceptionnelle expliquent en grande partie ce bilan. En Loir-et-Cher, l'ensemble de ces conditions a également pesé, mais dans de moindres proportions.

130 établissements classés tourisme

3 174 chambres
La durée moyenne de séjour
est stable (1,5 jour)

Evolution comparée des nuitées 2003 par rapport à 2002 (en %)



D'après sources :
DT/INSEE/CRT - * INSEE -
Direction du tourisme-
Partenaires régionaux

1 - Baisse de la clientèle étrangère dans les hôtels

Capacité d'accueil de l'hôtellerie de tourisme en Loir-et-Cher

Classement	2002		2003	
	Nombre d'établissements	Nombre de chambres	Nombre d'établissements	Nombre de chambres
4 étoiles	2	48	2	48
3 étoiles	24	734	26	800
2 étoiles	72	1 733	70	1 647
1 étoile	15	345	15	345
Sans étoile	16	329	15	318
TOTAL	129	3 189	130	3 174

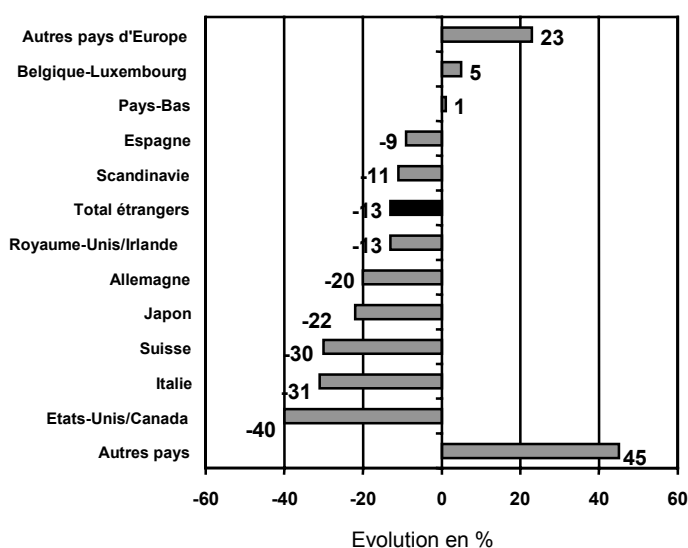
D'après source : CRT - Etablissements hôteliers homologués (Parc au 31 décembre)

Le bilan 2003 de l'hôtellerie de tourisme est honorable. Même si le nombre des arrivées est en recul de 1,6 %, celui des nuitées est stable alors qu'il accuse une baisse respective de 1 % et 3,7 % aux niveaux régional et national.

Comme lors de la saison précédente, **la chute de la fréquentation étrangère** (- 13 % de nuitées par rapport à 2002) est **compensée par la hausse de la fréquentation française** (+ 6 %). La durée de séjour est stable (1,5 jour) toujours inférieure à celle constatée au niveau national (1,9).

La fréquentation est en baisse pour la plupart des clientèles étrangères. On note une très forte diminution des nuitées nord-américaines (- 40 %) et italiennes (- 31 %). Nos deux premières clientèles, les Britanniques et les Allemands, ont également boudé le département. Seuls, les ressortissants des Pays-Bas et de l'ensemble Belgique-Luxembourg ont été plus nombreux à séjourner en Loir-et-Cher.

Evolution de la fréquentation des principales clientèles étrangères du Loir-et-Cher entre 2002 et 2003 (en %)



D'après sources : INSEE / CRT (hôtels classés en catégorie tourisme)

Taux d'occupation en %

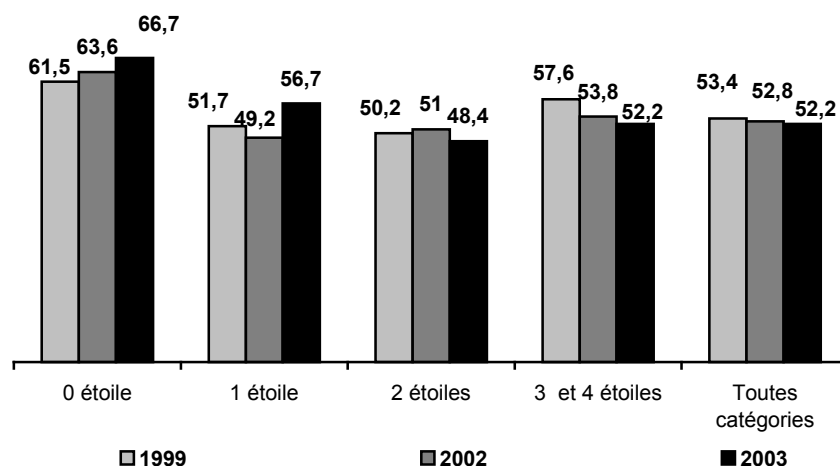


D'après sources : DT/INSEE/CRT
 * INSEE - Direction du tourisme -
 Partenaires régionaux

Après une légère hausse en 2002, et pour un nombre de chambres quasi équivalent, le **taux d'occupation des hôtels** diminue de 0,6 point et **s'établit à 52,2 %**. Néanmoins, **les écarts avec les moyennes régionale et surtout nationale se resserrent encore**, ils sont respectivement de 2,1 et 6,2 points (2,6 et 7,5 points en 2002).

Les établissements 2 étoiles, les plus nombreux en Loir-et-Cher, ont été les plus touchés (recul de 2,6 points). Ils affichent le plus bas taux d'occupation depuis 1999 (48,4 %). Les hôtels 3 et 4 étoiles accusent eux aussi une baisse de fréquentation. En revanche, on enregistre une **hausse importante du taux d'occupation dans les établissements à coût modéré**, en particulier dans les 1 étoile où il progresse de 7,5 points (56,7 %).

Evolution des taux d'occupation des hôtels par catégorie en Loir-et-Cher



D'après sources : DT/INSEE/CRT

2 - Très bonne saison dans les campings

Capacité d'accueil de l'hôtellerie de plein air en Loir-et-Cher

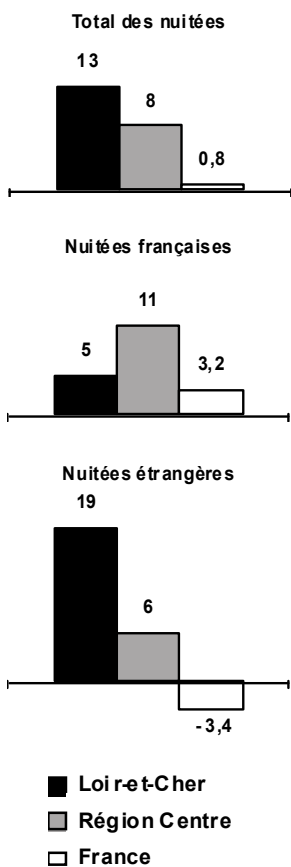
63 terrains de camping
 5 522 emplacements

Plus de 6 emplacements sur 10
 classés 3 et 4 étoiles

Classement	2002		2003	
	Nombre d'établissements	Nombre d'emplacements	Nombre d'établissements	Nombre d'emplacements
4 étoiles	9	1 985	9	1 985
3 étoiles	11	1 363	11	1 363
2 étoiles	30	1 611	29	1 649
1 étoile	8	302	8	380
En cours de classement	1	240	0	0
Aire naturelle de camping	8	195	6	145
Total	67	5 696	63	5 522

D'après source : CRT - (Parc au 31 décembre)

Evolution comparée des nuitées en 2003 (en %)



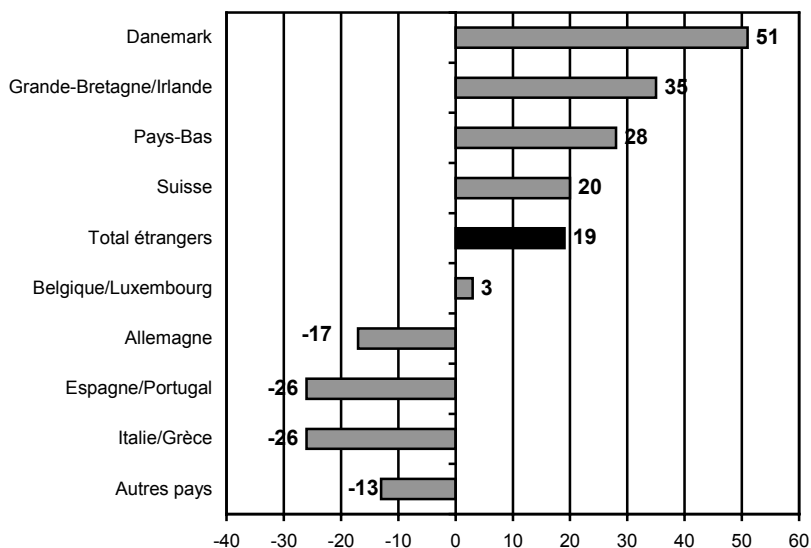
D'après sources : DT/INSEE
 Enquête camping

Les touristes français et surtout ceux d'origine étrangère sont venus en nombre dans les campings du département. Les fortes chaleurs de l'été ont favorisé la recherche d'emplacements en plein air et d'hébergements équipés de piscine ou situés à proximité d'un plan d'eau. **Pour la troisième année consécutive, la tendance est à la hausse.** Même si le nombre des arrivées (140 000) est en légère diminution de 1 %, celui des nuitées (504 390) progresse de 13 %, grâce à la forte hausse de la fréquentation étrangère (+ 19 %). Cette évolution se traduit par une augmentation de la durée moyenne de séjour qui avoisine l'un de ses meilleurs niveaux avec 3,6 jours.

Le taux moyen d'occupation est stable par rapport à 2002 et demeure **le meilleur enregistré depuis 1996.** Toutes catégories confondues, il s'établit à 25,9 % pour l'ensemble de la saison. Particulièrement prisés par les touristes étrangers, les établissements 3 et 4 étoiles ont réalisé le plus grand nombre de nuitées (plus de 8 sur 10) ; leur taux d'occupation atteint près de 29 %.

Concernant l'origine géographique des touristes étrangers, on remarque que la **quasi totalité des pays sont en progression** : + 28 % pour les Pays-Bas qui renforcent encore leur première place et contribuent à 60 % des nuitées étrangères ; + 35 % pour la Grande-Bretagne et l'Irlande (20 % des nuitées étrangères). Seuls l'Allemagne et les pays du Sud de l'Europe sont en baisse, mais leur poids dans le total des nuitées étrangères est moindre (environ 11 % au total).

Evolution de la fréquentation des principales clientèles étrangères de l'hôtellerie de plein air en Loir-et-Cher en 2003 (en %)

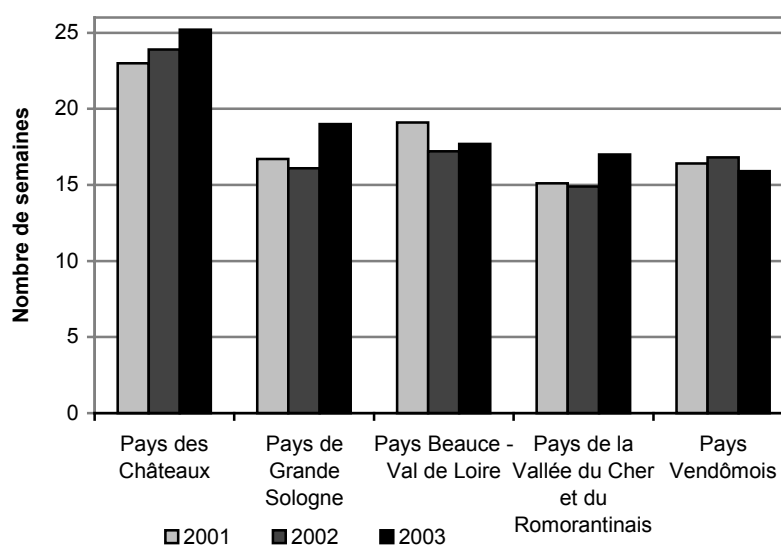


D'après sources : DT/INSEE Enquête camping

3 - Bonne saison dans les gîtes ruraux

La fréquentation moyenne des gîtes ruraux en service de réservation (217) a progressé légèrement ; elle atteint **18,5 semaines** contre 17,7 en 2002. Tous les territoires ont profité de cette augmentation, à l'exception du Pays Vendômois. **La plus forte hausse** est enregistrée **dans le Pays de Grande Sologne** où la durée moyenne de location s'accroît de près de 3 semaines.

Fréquentation des gîtes en service de réservation selon les pays



18,5 semaines de location/gîte

La fréquentation progresse fortement en Grande Sologne (plus 3 semaines)

D'après sources : Direction du Tourisme / CRT / INSEE

4 - Année noire pour les monuments et les animations

Nouveau recul de la fréquentation des châteaux publics

Si elles ont eu des retombées positives sur l'hôtellerie de plein air, **les conditions météorologiques particulières de l'été 2003 n'ont pas poussé à la visite**. La saison a été mauvaise, même si les situations apparaissent contrastées d'un site à l'autre.

La canicule semble ainsi avoir découragé les visiteurs des châteaux publics¹⁶ : leur fréquentation a **reculé de 10 % en un an**. Les plus fortes baisses sont enregistrées pour les châteaux de Chaumont-sur-Loire (-16 %) et Blois (- 12 %). Seul celui de Fougères-sur-Bièvre tire son épingle du jeu et progresse de 31 %, probablement grâce à des animations spécifiques à destination des enfants. Les autres locomotives du département ont connu une situation analogue : stabilité pour le Zooparc de Beauval alors que le parc animalier avait réalisé une très belle avant-saison, perte de 20 000 visiteurs au Château de Cheverny malgré l'exposition consacrée à Tintin, forte baisse des entrées au Festival des Jardins de Chaumont-sur-Loire (-16 %). On remarquera en revanche que le Son et Lumière de Blois a profité des belles soirées d'été. Sa fréquentation progresse de 11 %.

16. Le Château de Chambord, le Château de Blois, le Château de Chaumont-sur-Loire, le Château de Talcy, le Château de Fougères-sur-Bièvre et le Manoir de la Possonnière.

Evolution du nombre d'entrées de quelques monuments, sites et manifestations du département

	2002	2003 *	Variation absolue	Variation relative (%)
Château de Chambord	722 948	647 840	- 75 108	- 10,4
Zoo-parc de Beauval	420 000	420 000	=	
Château de Cheverny	380 000	360 000	- 20 000	- 5,3
Château de Blois	297 879	260 226	- 37 653	- 12,6
Festival International des Jardins Chaumont-sur-Loire	159 003	133 348	- 25 655	- 16,1
Château de Chaumont-sur-Loire	106 107	88 973	- 17 134	- 16,1
Game Fair - Chambord	90 000	n.c	-	-
Maison de la Magie - Blois	68 614	62 639	- 5 975	- 8,7
Aquarium Aliotis - Villeherviers	60 000	55 000	- 5 000	- 8,3
Caves champignonnières et ville souterraine - Bourré	31 200	27 000	- 4 200	- 13,5
Son et Lumière de Blois	26 452	29 468	+ 3 016	+ 11,4
Château de Beaugard	24 178	22 569	- 1 609	- 6,6
Château de Villesavin	20 876	17 600	- 3 276	- 15,7
Festival des Folklores du Monde	20 732	16 555	- 4 177	- 20,1
Château de Talcy	15 507	15 475	- 32	- 0,2
Château de Fougères-sur-Bièvre	14 510	19 031	+ 4 521	+ 31,2
Journées Gastronomiques de Sologne	14 000	15 000	+ 1 000	+ 7,1

Source : Comité Départemental du Tourisme (y compris les entrées gratuites)

* estimations – n.c. : non communiqué

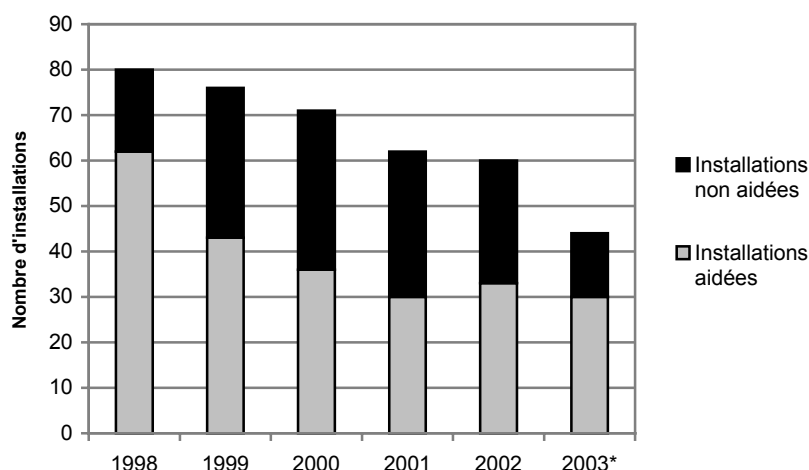
L'agriculture

1 - Raréfaction des installations dans l'agriculture

30 jeunes agriculteurs (de moins de 40 ans) se sont installés en 2003 dans notre département en bénéficiant d'une aide, soit sensiblement le même nombre qu'en 2001 et 2002. La moitié d'entre eux se sont orientés vers les grandes cultures, 8 vers l'élevage (viande bovine/ovine et/ou lait), 6 se sont installés en viticulture. Le nombre d'installations non aidées a chuté de plus de 50 %. Au total, **on compte 27 % d'installations en moins qu'en 2002.**

Baisse de 27 % du nombre d'installations

Installations de jeunes agriculteurs



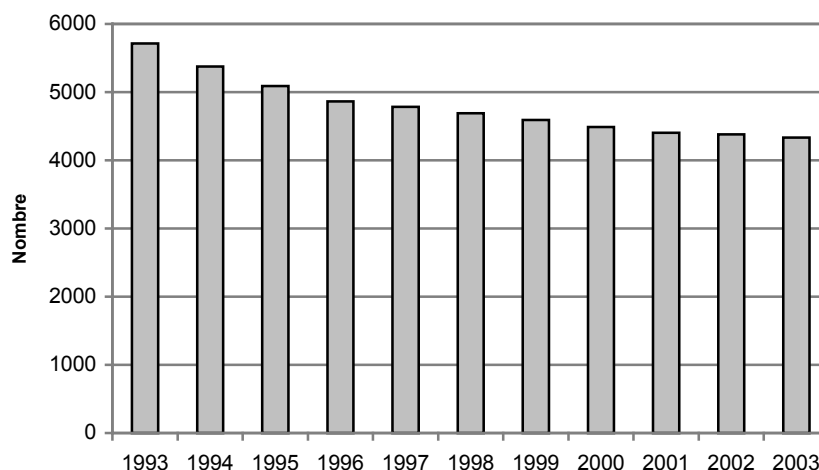
D'après sources : ADASEA – MSA

*données provisoires

51 chefs d'exploitation de moins en 2003. Leur nombre s'est réduit d'un quart en 10 ans

Parallèlement au manque de relève, **le nombre de chefs d'exploitation ne cesse de s'effriter**. En 2003, la MSA en recense 4 331, soit 51 de moins qu'en 2002 (-1,2 %); en 10 ans, le département a perdu près de 1 400 exploitants, soit -24,2 %.

Evolution du nombre de chefs d'exploitation agricole



D'après source : MSA

Baisse des volumes mais qualité au rendez-vous pour de nombreuses productions végétales

2 - Des accidents climatiques marquants

Gel en hiver, gelées tardives au printemps puis sécheresse et canicule durant l'été ont successivement marqué la campagne 2003. Pas moins de 1 242 dossiers de demandes d'indemnisation ont été déposés auprès de la DDAF dans le cadre de la procédure « calamités agricoles » en raison de la sécheresse (dont 426 recevables) et 317 suite aux gels. **Le vignoble, les cultures légumières de plein champ et certaines productions arboricoles ont durement été touchés par les gelées printanières**. Ainsi, le volume vinicole déclaré (330 700 hl) a chuté de près de 25 % en 2003. Il apparaît très inégal d'une exploitation à l'autre. La vinification s'est avérée délicate mais le millésime 2003 n'a pas déçu.

La situation s'est avérée moins préoccupante pour la fraise. La qualité a été satisfaisante, mais n'a pas égalé celle, exceptionnelle, de 2002. Les céréaliers ont réalisé l'une de leur plus faible récolte de la dernière décennie (- 25,5 % en volume entre 2002 et 2003), mais les aléas climatiques n'ont pas affecté la qualité que les professionnels qualifient d'exceptionnelle.

Evolution de la superficie des principales cultures

en hectares

	1990	2002	2003	Variation 2002-2003	
				absolue	relative (%)
Céréales	185 100	171 783	165 208	- 6 575	- 3,8
Oléagineux	51 100	37 825	42 300	+ 4 475	+ 11,8
Protéagineux	11 700	9 850	10 030	+ 180	+ 1,8
Légumes de plein champ	5 800	4 270	3 506	- 764	- 17,9
Cultures fourragères	23 700	15 330	16 240	+ 910	+ 6
Jachères	10 000	30 000	31 500	+ 1 500	+ 5
Cultures permanentes	9 900	8 600	8 497	- 103	- 1,2
dont vignes	9 200	8 000	8 000	-	-
dont vignes en AOC et VDQS	5 200	4 920	5 418	498	+ 10,1
S.A.U.	333 100	305 150	305 369	219	+ 0,07

Faible augmentation de la SAU (+ 219 hectares)

6 575 hectares de moins pour les céréales au profit notamment des oléagineux

Réduction des surfaces consacrées aux légumes de plein champ et cultures permanentes

Source : DDAF - Service départemental de statistique agricole

Les productions animales sont, comme en 2002, en léger recul. La **reprise de la consommation de viande bovine** se confirme (hausse de 8,5 %). Les ovins se maintiennent à leur plus faible niveau depuis le début des années 2000. Après le léger essoufflement de 2002, la production de viande porcine a de nouveau progressé ; les prix du marché, stabilisés au cours du premier semestre, ont néanmoins connu des fluctuations en fin d'année. Le cours apparaît au plus bas niveau depuis mai 1999 avec un prix au kilo de 1,05 € en décembre.

Une certaine sérénité pour la production de viande bovine

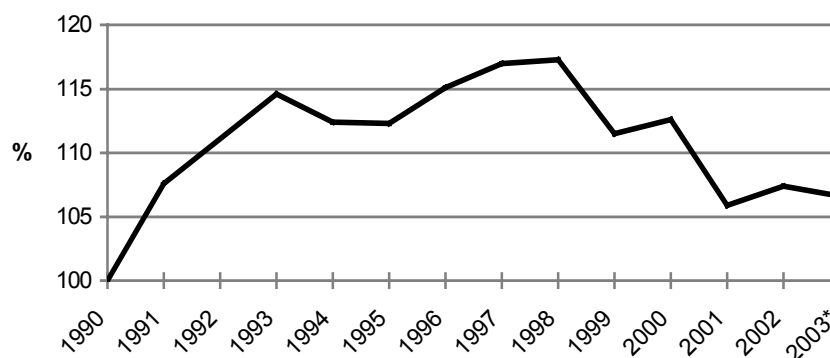
La production de viande de veau et de volaille accuse un net repli (respectivement - 13,3 % et - 7,0 % sur un an). **La crise de la filière avicole persiste**. Le plan d'aide à la cessation d'activité mis en place par la DDAF a conduit à retirer de la production plus de 4 000 m² de poulaillers. La production laitière (bovine comme caprine) se maintient.

Crise avicole

3 - Quasi stabilité du nombre de salariés agricoles

Evolution de l'emploi salarié agricole (indice 100 en 1990)

Plus de 13 700 salariés dans l'agriculture



D'après source : MSA

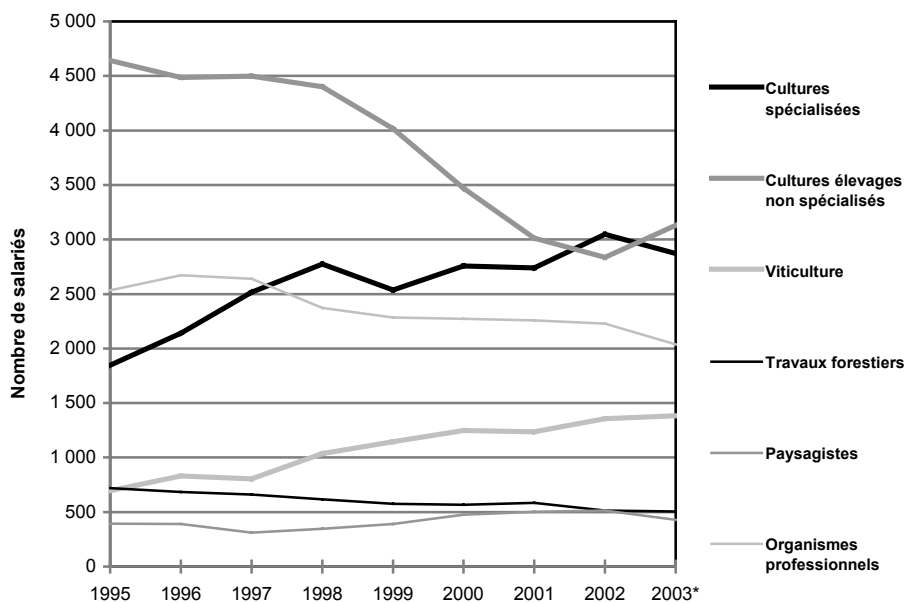
*données provisoires

Moins de salariés permanents en 2003, mais plus de saisonniers

En 2003, on compterait **13 717 salariés agricoles**, selon les données provisoires de la Mutualité Sociale Agricole de Loir-et-Cher. L'évolution par rapport à 2002 (données définitives) serait limitée (- 0,7 %). Les salariés permanents, plutôt stables au cours des cinq dernières années, verraient leurs effectifs se réduire de plus de 3 %. La remontée du nombre des saisonniers serait confirmée, mais en revanche, on enregistrerait un coup d'arrêt à l'accroissement du personnel à mi-temps avec un recul de 4,9 %.

La marche à la spécialisation des exploitations semble marquer le pas en 2003. Les cultures et élevages non spécialisés retrouvent en effet un nombre de salariés supérieur à celui de 2001, alors qu'il se replie dans les cultures spécialisées. Les effectifs viticoles continuent d'augmenter, alors qu'ils fondent brusquement chez les paysagistes (- 16,5 %). Le repli est également important pour les organismes professionnels, - 8,4 %.

Evolution des emplois salariés agricoles dans quelques domaines depuis 1995



D'après source : MSA

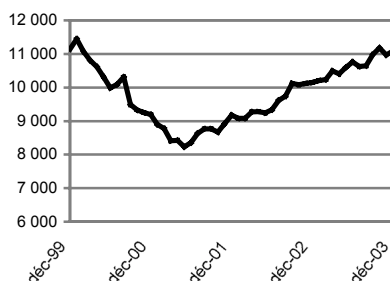
*données provisoires

Le chômage

Nouvelle aggravation du chômage en 2003 : + 9,7 %

11 674 demandeurs d'emploi au 31/12

Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher (en données corrigées des variations saisonnières)



Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale – INSEE

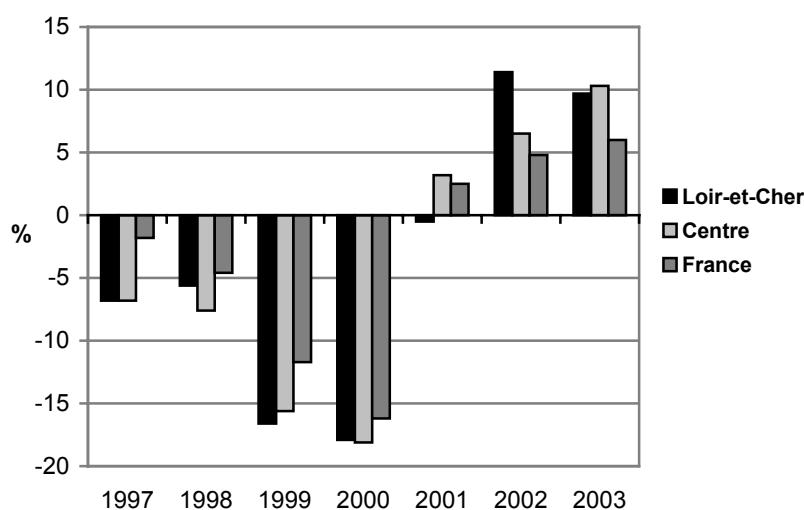
Forte augmentation du chômage dans le bassin de Blois, accalmie relative dans celui de Romorantin, en attendant les nouvelles inscriptions des salariés de Matra en congé de conversion

1 - Le chômage poursuit sa progression

La mauvaise conjoncture et la poursuite des effets directs et indirects de l'arrêt de la production de Matra Automobile à Romorantin-Lanthenay, se sont traduits par une **nouvelle aggravation du chômage**. Elle est toutefois très légèrement **plus modérée qu'en 2002** : + 9,7 % (soit 1 000 chômeurs de plus) contre + 11,4 %. Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte **11 674 demandeurs d'emploi** de catégorie 1¹⁷ en données brutes et 11 080 en données corrigées des variations saisonnières. Deux départements du Centre ont subi une détérioration plus importante, le Loiret (+ 13,7 %) et l'Indre (+ 12,5 %). La moyenne régionale s'établit à + 10,3 % ; elle est ainsi de nouveau supérieure à l'évolution nationale (+ 6,0 %).

Evolution du chômage au 31 décembre

(Demandes d'Emploi en Fin de Mois catégorie 1 - données brutes)



D'après sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale - ANPE - INSEE

Il convient de souligner que nombre des salariés de Matra concernés par le second plan social n'étaient pas inscrits à l'ANPE fin 2003. Dans l'intervalle, le bassin de Romorantin a connu une relative accalmie (+ 4,5 %). La progression est également moins forte pour le Vendômois en 2003 (+ 7,5 %). Inversement, le **bassin de Blois**, plus épargné en 2002, a connu une **brutale aggravation** avec une augmentation de 13,2 %.

17. Catégorie 1 : personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à temps plein, n'ayant pas travaillé plus de 78 heures au cours du mois précédent.

Evolution du nombre de demandes d'emploi en fin de mois (DEFM de catégorie 1) par Agence Locale pour l'Emploi (ALE)

ALE	déc. 02	déc.03	évolution (%)
Blois	5 713	6 465	+ 13,2
Vendôme	2 145	2 305	+ 7,5
Romorantin	2 780	2 904	+ 4,5
Loir-et-Cher	10 638	11 674	+ 9,7

Sources : DDTEFP - ANPE

Les cantons proches de Blois subissent les plus fortes hausses : + 36,7 % pour Herbault, + 26,2 % pour Contres et + 25,6 % pour Blois 5. On remarque une évolution moins marquée dans les chefs-lieux d'arrondissement : + 7 % à Blois, + 4,3 % à Vendôme et baisse de 2,8 % à Romorantin-Lanthenay. Les cantons de Selles-sur-Cher et Montoire-sur-le-Loir comptent moins de chômeurs qu'un an auparavant. Mer et Saint-Amand-Longpré présentent les plus fortes proportions de chômage long, autour de 35 %. Dans un contexte général de diminution de la part des femmes, celles-ci demeurent très largement majoritaires dans les cantons de Droué et Romorantin Nord.

Chômage par canton au 31 décembre 2003

Les cantons voisins de Blois voient le nombre de chômeurs augmenter plus qu'ailleurs

CANTON	Données caractéristiques (part en %)						
	Nombre de chômeurs	Evolution sur 1 an (%)	Femmes	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus	Inscrits depuis plus d'un an
Blois 1 *	198	+ 15,8	40,4	23,7	62,1	14,1	29,3
Blois 2 *	191	+ 20,1	45,5	24,1	57,6	18,3	28,3
Blois 5 *	103	+ 25,6	47,6	27,2	55,3	17,5	28,2
Commune de Blois	2 539	+ 7,0	42,7	22,7	64,6	12,6	30,0
Bracieux	414	+ 15,6	49,3	24,9	59,2	15,9	30,4
Contres	520	+ 26,2	50,4	22,9	63,1	14,0	30,4
Droué	86	+ 10,3	59,3	23,3	58,1	18,6	24,4
Herbault	454	+ 36,7	52,2	21,1	61,7	17,2	28,6
Lamotte-Beuvron	314	+ 17,6	48,7	15,3	68,8	15,9	25,2
Marchenoir	143	+ 19,2	55,2	16,8	62,2	21,0	31,5
Mennetou-sur-Cher	331	+ 7,8	42,6	15,4	67,7	16,9	32,6
Mer	417	+ 6,6	46,3	23,0	57,1	19,9	34,1
Mondoubleau	151	+ 5,6	55,6	25,2	60,3	14,6	25,8
Montoire-sur-le-Loir	227	- 5,0	55,1	22,9	57,3	19,8	27,8
Montrichard	503	+ 18,9	49,9	19,9	62,2	17,9	26,6
Morée	235	+ 11,4	49,4	20,4	59,6	20,0	24,7
Neung-sur-Beuvron	180	+ 13,9	50,0	17,2	65,0	17,8	26,7
Ouzouer-le-Marché	130	+ 11,1	48,5	19,2	64,6	16,2	26,2
Romorantin Nord *	84	+ 23,5	59,5	8,3	76,2	15,5	28,6
Romorantin Sud *	127	+ 5,8	51,2	18,9	60,6	20,5	26,0
Commune de Romorantin	948	- 2,8	44,8	21,0	66,6	12,4	30,2
Saint-Aignan	589	+ 10,3	50,4	19,4	62,0	18,7	30,6
Saint-Amand-Longpré	151	+ 2,7	51,0	15,9	72,8	11,3	35,1
Salbris	496	+ 12,0	48,2	18,1	58,5	23,4	28,8
Savigny-sur-Braye	207	+ 15,0	51,2	19,3	62,8	17,9	32,9
Selles-sur-Cher	422	- 3,4	42,4	18,7	66,1	15,2	27,3
Selommes	110	+ 14,6	48,2	26,4	61,8	11,8	23,6
Vendôme 1 *	189	+ 16,0	46,6	20,1	67,7	12,2	30,7
Vendôme 2 *	162	+ 16,5	52,5	20,4	59,9	19,8	31,5
Commune de Vendôme	778	+ 4,3	48,2	23,4	63,0	13,6	29,8
Vineuil	255	+ 9,9	47,8	21,2	63,1	15,7	31,4
LOIR-ET-CHER	11 674	+ 9,7	47,3	21,1	63,2	15,7	29,5

Source : ANPE

* hors ville centre

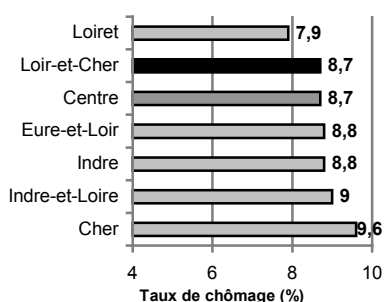
En grisé, proportions les plus importantes

Taux de chômage par zone d'emploi (en %)

Zone d'emploi	au 31/12/02	au 31/12/03
Blois	7,5	8,5
Vendôme	7,5	7,9
Romorantin	9,3	9,8
Loir-et-Cher	7,9	8,7

Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale - INSEE

Taux de chômage par département en région Centre au 31/12/2003



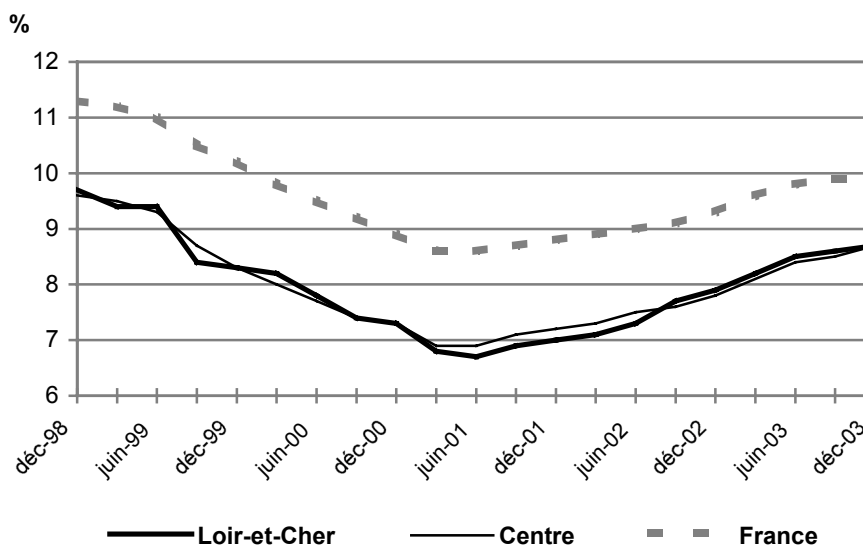
Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale - INSEE

La part des hommes dans le total des chômeurs s'est encore accrue : 52,7 %

Le **taux de chômage** a augmenté plus rapidement dans la zone d'emploi de Blois (+ 1 point) que dans celles de Romorantin (+ 0,5 point) et de Vendôme (+ 0,4 point). Les écarts sont donc un peu plus marqués entre les territoires.

Le Loir-et-Cher termine l'année 2003 avec un **taux de 8,7 %, identique à la moyenne régionale ; il s'est accru de 0,8 point sur 12 mois**. Le taux français est de nouveau très proche de la barre des 10 %, revenant ainsi presque au niveau de décembre 1999.

Evolution du taux de chômage¹⁸



Sources : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale - INSEE

2 - Les hommes sont devenus largement majoritaires parmi les chômeurs

L'écart d'évolution entre hommes et femmes demeure, mais nettement atténué : + 11,8 % pour les premiers contre + 7,5 % pour les secondes. La part des demandes masculines atteint ainsi 52,7 % au 31 décembre.

Les divergences selon l'âge sont également moins sensibles qu'en 2002. **Les plus touchés sont les chômeurs de 50 ans et plus (+ 13,2 %)** ; **les effectifs des moins de 25 ans ont augmenté de 12,4 %**, après une hausse de 17,5 % l'an dernier. Pour les 25-49 ans, l'évolution est un peu plus modeste, mais atteint néanmoins + 8,2 %. **Le chômage des jeunes subit une aggravation particulièrement forte dans le bassin de Blois, + 24,2 %**, les femmes étant plus touchées encore. En revanche, après l'à-coup brutal de l'an dernier, leur **situation s'est améliorée dans le Romorantinais (- 11,4 %)**. A l'inverse, le nombre de chômeurs masculins de 50 ans et plus connaît dans ce bassin une très forte hausse : + 42,8 %.

18. Il s'agit d'une nouvelle série corrigée début 2004, prenant en compte les résultats de l'enquête emploi de l'INSEE.

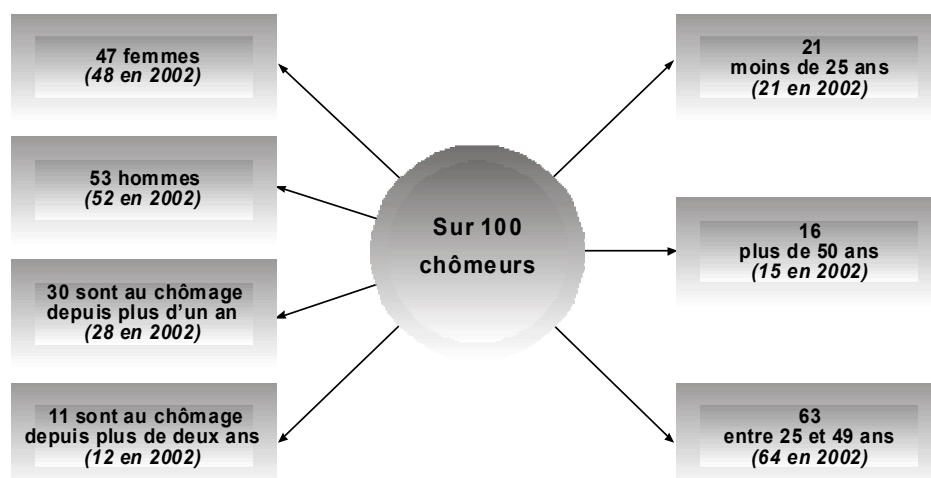
Comme le laissait prévoir la tendance antérieure, le nombre des **chômeurs de très longue durée a recommencé d'augmenter**, sur un rythme assez soutenu : + 7,3 %. Pour l'ensemble de ceux inscrits depuis plus d'un an, l'accroissement est sévère : + 15,4 %. Leur poids a crû en conséquence de 1,5 point au cours de l'année.

Evolution annuelle et poids relatif de quelques catégories

Catégories	Evolution annuelle des DEFM 1 (%)	Part dans les DEFM 1 au 31/12/03 (%)
Hommes	+ 11,8	52,7
Femmes	+ 7,5	47,3
Moins de 25 ans	+ 12,1	21,1
De 25 à 49 ans	+ 8,2	63,2
50 ans et plus	+ 13,2	15,7
Inscrits depuis plus d'1 an	+ 15,4	29,5
Inscrits depuis plus de 2 ans	+ 7,3	11,2

Source : Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale

Typologie des demandeurs d'emploi au 31 décembre 2003

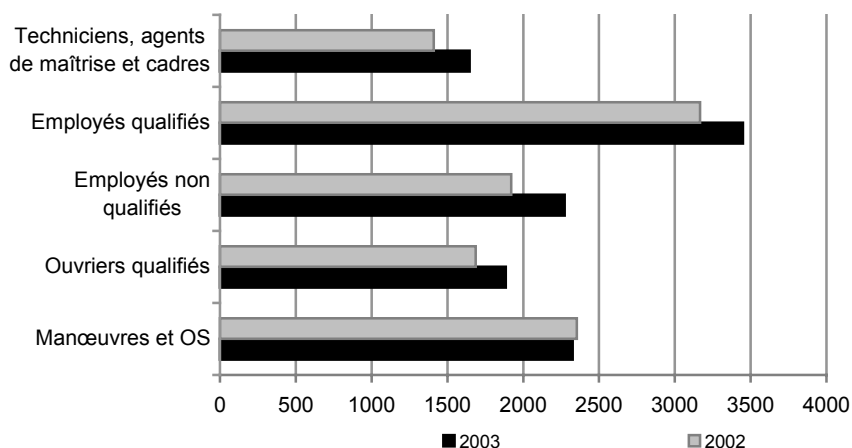


D'après source : ANPE

3 - Le chômage des cadres s'accroît encore

Comme l'an dernier, les effectifs des **cadres demandeurs d'emploi ont connu la plus forte augmentation : + 22,5 %** ; en un peu moins de trois ans, leur nombre a doublé. Les agents de maîtrise et les employés non qualifiés sont également très éprouvés, avec des croissances respectives de 19,4 et 18,4 %. Seule catégorie épargnée, les ouvriers spécialisés (- 3,3 %).

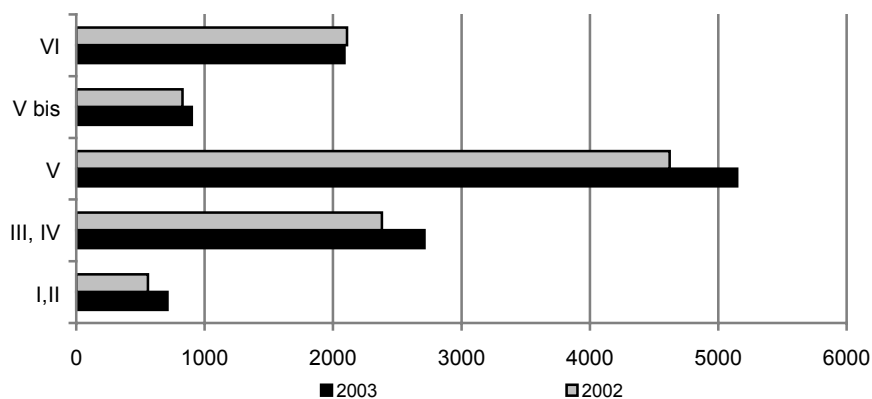
Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher par niveau de qualification



D'après source : ANPE

Les évolutions par niveau de formation sont en phase avec celles par qualification. En proportion, ce sont **les chômeurs les plus diplômés qui subissent les taux de croissance de leurs effectifs les plus importants** : + 27,4 % pour ceux à Bac + 4 et plus (niveaux I et II), + 14 % pour les niveaux III et IV (Bac et Bac + 2). A l'opposé, on constate une légère baisse du nombre de chômeurs sans aucune formation.

Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher par niveau de formation¹⁹



D'après source : ANPE

19. Niveaux de formation

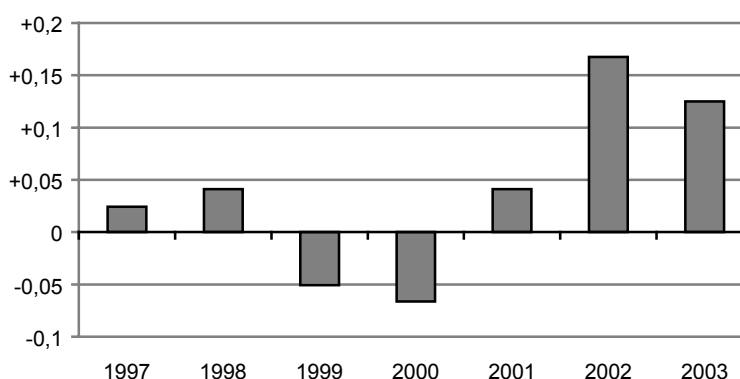
I : diplôme de niveau Bac + 4 et au-dessus ; II : diplôme de niveau Bac + 3 ; III : diplôme de niveau Bac + 2 ; IV : diplôme de niveau Bac ; V : diplôme de niveau BEP, CAP ; V bis : diplôme de niveau BEPC, fin de seconde ou de première sans diplôme ; VI : certificat d'études, fin de formation générale ou aucune formation scolaire.

4 - Hausse modérée des nouvelles inscriptions à l'ANPE

Les nouvelles inscriptions demeurent plus nombreuses que les sorties du chômage

Après l'afflux de nouvelles demandes en 2002, la progression est nettement atténuée en 2003 : 20 250, soit + 2,9 %. Dans le même temps, le nombre des sorties du chômage s'est accru (18 002, + 6,8 %). Le **ratio sorties/entrées reste cependant défavorable** avec 89 %.

Evolution du ratio demandes enregistrées sur demandes sorties



D'après source : ANPE

Augmentation sensible des inscriptions consécutives à un licenciement économique

Contrairement à l'année précédente, on enregistre un **bond des inscriptions dues à un licenciement économique** (+ 14,9 %). La très forte progression des reprises d'activité (+ 70 %) indique que la contraction du marché n'a pas rebuté les personnes souhaitant retravailler, phénomène qui était antérieurement observé. Les premières entrées en vie active sont également plus nombreuses (+ 29 %), brisant ainsi la tendance à l'érosion précédemment constatée.

5 - Perspectives 2004

Le **rythme de progression du chômage s'est ralenti** au cours des premiers mois de l'année. Au 30 juin, il s'établit à + 6 % sur un an en Loir-et-Cher, contre + 4,7 % pour l'ensemble de la région. Ces hausses apparaissent cependant toujours nettement supérieures à l'évolution nationale : + 2,1 %. Le nombre de chômeurs de longue durée s'accroît encore fortement dans notre département (+ 9,4 %), en particulier pour ceux dont la durée d'inscription est comprise entre un et deux ans. En revanche, **la pression sur les moins de 25 ans semble pour l'instant retomber**, avec un recul de 1,1 %. Par ailleurs, l'évolution se rééquilibre entre les sexes, les demandes masculines croissant même légèrement moins vite que les féminines.

Conclusion

Une année à oublier

S'ajoutant à l'arrêt définitif des lignes de production de MATRA-AUTOMOBILE, le contexte économique général a lourdement pesé sur la conjoncture départementale. Sont également intervenus des facteurs propres à certaines activités, comme le prix des matières premières dans l'industrie et des conditions climatiques exceptionnelles qui ont eu des retombées importantes en agriculture et sur la fréquentation touristique.

Mais des points positifs sont cependant à souligner. Des solutions satisfaisantes ont ainsi pu être trouvées pour la reprises d'entreprises en difficulté : L'imprimerie DANEL à Blois, les ateliers Hubert TAILLIBERT à Selles-Saint-Denis (fabrication de mobilier de magasin), les laboratoires ALERYS à Blois (produits cosmétiques) et MATRA VENTURE COMPOSITES à Theillay. Si les effectifs ont parfois été réduits, la poursuite de l'activité semble assurée dans de bonnes conditions dans la plupart des cas. Revers de la médaille, les centres de décision se trouvent désormais hors du Loir-et-Cher.

Si la dépendance vis-à-vis des grands groupes constitue aujourd'hui une donnée incontournable, d'autres formes de dépendance peuvent être contrecarrées et ouvrir des perspectives intéressantes pour la diversification du tissu économique local. Ainsi, un prix du pétrole durablement élevé rend plus attractif la production de biocarburants qui peuvent créer des débouchés importants à notre agriculture ; dans le même domaine, le recours à l'énergie éolienne ou solaire est prometteur, s'inscrivant de surcroît dans la problématique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour contrer la pénurie de matières premières déjà évoquée, la récupération et le traitement des déchets n'ont pas encore atteint leur pleine maturité. De nouvelles pistes sont prêtes à s'ouvrir, comme en témoigne le projet de déconstruction automobile pour lequel le site de Romorantin est en lice.